

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE MARTIME DEUX SEVRES**

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V  
du Code monétaire et financier au capital de 53 313 207,00 Euros  
Siège social : 14, rue Louis Tardy 17140 Lagord  
399 354 810 R.C.S Saintes

**A.— Comptes individuel au 31/12/2025.**

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres  
En date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date  
du 25 mars 2026

**Etats financiers individuels.**
**I. — Bilan au 31 décembre 2025.**  
(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>327 793</b>	<b>326 338</b>
Caisse, banques centrales		55 040	68 837
Effets publics et valeurs assimilées	5	86 981	88 395
Créances sur les établissements de crédit	3	185 772	169 106
<b>Operations internes au crédit agricole</b>	<b>3</b>	<b>2 063 052</b>	<b>2 348 885</b>
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>4</b>	<b>13 834 997</b>	<b>13 842 754</b>
<b>Operations sur titres</b>		<b>716 706</b>	<b>510 170</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	497 713	349 767
Actions et autres titres à revenu variable	5	218 993	160 403
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>1 340 933</b>	<b>1 310 318</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 123 691	1 100 592
Parts dans les entreprises liées	6-7	108 660	90 643
Immobilisations incorporelles	7	1 529	1 529
Immobilisations corporelles	7	107 053	117 554
<b>Capital souscrit non verse</b>			
<b>Actions propres</b>			
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>250 677</b>	<b>293 769</b>
Autres actifs	8	144 940	187 461
Comptes de régularisation	8	105 737	106 308
<b>Total actif</b>		<b>18 534 158</b>	<b>18 632 234</b>

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>175 419</b>	<b>233 996</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	175 419	233 996
<b>Operations internes au crédit agricole</b>	<b>10</b>	<b>9 097 537</b>	<b>9 585 810</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>11</b>	<b>6 421 528</b>	<b>6 085 373</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12</b>	<b>2 284</b>	<b>2 436</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>301 898</b>	<b>260 655</b>
Autres passifs	13	137 997	116 089
Comptes de régularisation	13	163 901	144 566
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>265 710</b>	<b>259 628</b>
Provisions	14	150 724	149 909
Dettes subordonnées	18	114 986	109 719
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	<b>17</b>	<b>84 927</b>	<b>84 927</b>
Capitaux propres hors FRBG	19	2 184 855	2 119 409
Capital souscrit		53 313	53 313
Primes d'émission		150 179	150 179
Réserves		1 908 517	1 842 833
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		72 846	73 084
<b>Total passif</b>		<b>18 534 158</b>	<b>18 632 234</b>

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés :</b>		<b>1 405 103</b>	<b>1 299 347</b>
Engagements de financement	26	1 088 315	1 002 111
Engagements de garantie	26	316 548	297 070
Engagements sur titres	26	240	166
<b>Engagements reçus :</b>		<b>5 037 416</b>	<b>4 884 815</b>
Engagements de financement	26	9 000	15 291
Engagements de garantie	26	5 028 176	4 869 358
Engagements sur titres	26	240	166

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 23 et 24.

## II. — Compte de résultat 31 décembre 2025

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	30	419 245	440 791
Intérêts et charges assimilées	30	-332 761	-349 311
Revenus des titres à revenu variable	31	63 033	60 907
Commissions (produits)	32	182 433	196 845
Commissions (charges)	32	-21 554	-39 734
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	33	515	420
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	34	12 883	9 996
Autres produits d'exploitation bancaire	35	6 201	4 056
Autres charges d'exploitation bancaire	35	-1 277	-1 532
<b>Produit net bancaire</b>		<b>328 718</b>	<b>322 438</b>
Charges générales d'exploitation	36	-220 349	-217 288
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 101	-11 133
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>97 268</b>	<b>94 017</b>
Coût du risque	37	-20 209	-17 024
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>77 059</b>	<b>76 993</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	38	4 948	3 204
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>82 007</b>	<b>80 197</b>
Résultat exceptionnel	39		
Impôts sur les bénéfices	40	-9 161	-7 113
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>72 846</b>	<b>73 084</b>

## III. — Notes annexes aux états financiers

## Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

**1.1. Cadre juridique et financier.** — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, 61 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51 %. Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## 1.2 Relations internes au Crédit Agricole.

**Mécanismes financiers internes.** — L'appartenance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc....) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire.** — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le

périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.1 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512 18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### 1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025.

**FCT Crédit Agricole Habitat 2025.** — Au 31 décembre 2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

**FCT Crédit Agricole Habitat 2020.** — Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débloquée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

#### 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2025.

Aucun événement postérieur à la clôture n'est de nature à avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

#### Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1 <sup>ère</sup> application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025
Règlement N° 2025-04 du 4 avril 2025 relatif au plan de comptes des huissiers de justice	28/07/2025
Règlement ANC N° 2024-05 du 3 octobre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés	01/01/2025
Règlement N° 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres modifiant divers règlements de l'ANC	01/01/2026 (sauf exceptions au 01/01/2025)
Règlement ANC N° 2023-06 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2021-01 du 7 mai 2021 relatif aux comptes annuels des coopératives agricoles et de leurs unions	01/01/2025
Règlement ANC N° 2024-06 du 4 octobre 2024 relatif aux comptes annuels des sociétés d'épargne forestière et des groupements forestiers d'investissement	01/01/2025

#### 2.1 Créances et engagements par signature.

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

**Créances saines.** — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL » : L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

*Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.*



Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revus ses prévisions macro-économiques (Forward Looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du Forward Looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

— Dégradation significative du risque de crédit : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit : Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs : Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2.

Les typologies de critères sont présentées ci-après :

**a. Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

**b. Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs : Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne)
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

**Créances douteuses.** — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.
- Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :
  - Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
  - Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
  - L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
  - La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
  - La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
  - L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

**Créances douteuses non compromises :**

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :
- Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.
- Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— **Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux :** Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— **Traitement comptable des dépréciations :** Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte.** — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Créances restructurées.** — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débitaire rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).
- La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## 2.2 Portefeuille Titres.

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de placement.** — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

**Obligations et autres titres à revenu fixe.** — Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

**Actions et autres titres à revenu variable.** — Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature

**Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).** : Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

**Titres d'investissement.** — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition exclus et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

**Titres de l'activité de portefeuille.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme :**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

**Prix de marché.** — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

**Dates d'enregistrement.** — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

**Pensions livrées.** — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

**Reclassement de titres.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

## 2.3 Immobilisations.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans (linéaire)
Second œuvre	20 ans (linéaire)
Mobilier	10 ans (linéaire)
Agencements	10 ans (linéaire)
Matériel informatique	3 à 5 ans (linéaire)
Véhicules	4 ans (linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### 2.5 Dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

#### 2.6 Provisions.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

**Provision pour risques sur GIE d'investissement.** — Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

**2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.).** — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Le solde de 85 M€ à la clôture est destiné à couvrir des risques crédits futurs à hauteur de 27 M€ et des risques opérationnels potentiels pour 58 M€.

**2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels.** — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

**Opérations de couverture.** — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(s) – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

#### **Opérations de marché.**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

**Risque de contrepartie sur les dérivés.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

**2.9 Opérations en devises.** — A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

**2.10. Engagements hors bilan.** — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## **2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement.**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord signé en juin 2025 pour une durée de 3 ans entre la Direction Générale et les syndicats qui définissent une enveloppe globale pour l'intéressement et la participation.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

## **2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.**

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.



En application de ce règlement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

**Plans de retraite – régimes à cotisations définies.** — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

### **2.13 Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.**

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

### **2.14 Charges et produits exceptionnels.**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

### **2.15 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale).**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

**Note 3 – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Etablissements de crédit :</b>								
Comptes et prêts :								
A vue	27 948				27 948	140	28 088	14 304
A terme				64 037	64 037	146	64 183	53 511
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée		47 295	44 700		91 995	1 506	93 501	101 291
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>27 948</b>	<b>47 295</b>	<b>44 700</b>	<b>64 037</b>	<b>183 980</b>	<b>1 792</b>	<b>185 772</b>	<b>169 106</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>185 772</b>	<b>169 106</b>
<b>Opérations internes au crédit agricole :</b>								
Comptes ordinaires	365 772				365 772		365 772	527 354
Comptes et avances à terme	20 929	33 323	1 487 11 4	151 671	1 693 03 7	4 243	1 697 280	1 821 531
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>386 701</b>	<b>33 323</b>	<b>1 487 11 4</b>	<b>151 671</b>	<b>2 058 80 9</b>	<b>4 243</b>	<b>2 063 052</b>	<b>2 348 885</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>2 063 052</b>	<b>2 348 885</b>
<b>Total</b>							<b>2 248 824</b>	<b>2 517 991</b>

Aucune créance sur les établissements de crédit n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

**Opérations internes au Crédit Agricole :** en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

**Note 4. – Opérations avec la clientèle.****4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	12 680				12 680		12 680	9 768
Autres concours à la clientèle	709 098	1 237 006	4 453 198	7 474 402	13 873 704	40 228	13 913 932	13 910 304
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	18 541				18 541	148	18 689	19 041
<b>Dépréciations</b>							<b>-110 304</b>	<b>-96 359</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>13 834 997</b>	<b>13 842 754</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 646 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 338 185 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 1 473 224 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 36 388 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 37 503 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

**4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	13 860 643	13 857 118
Autres pays de l'u.E.	14 417	14 216
Autres pays d'Europe	13 543	14 008
Amérique du Nord	4 620	4 281
Amérique centrale et du sud	674	737
Afrique et Moyen-Orient	5 205	5 013
Asie et Océanie (hors Japon)	5 792	5 854
Japon	31	241
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>13 904 925</b>	<b>13 901 468</b>
Créances rattachées	40 376	37 645
Dépréciations	-110 304	-96 359
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>13 834 997</b>	<b>13 842 754</b>

**4.3 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	7 621 797	58 080	22 233	-19 756	-10 953	7 603 476	49 762	22 708	-18 771	-11 662
Agriculteurs	1 765 483	55 202	26 363	-33 732	-19 351	1 801 107	43 683	24 968	-26 687	-18 576
Autres professionnels	1 402 500	37 192	20 424	-18 745	-12 627	1 396 225	35 304	19 532	-17 854	-12 655
Clientèle financière	417 372	4 386	2 908	-3 224	-2 316	381 034	3 072	2 570	-2 573	-2 183
Entreprises	2 235 114	54 255	33 880	-34 754	-24 726	2 210 309	50 637	32 094	-30 423	-23 468
Collectivités publiques	454 952					501 237	130		-3	
Autres agents économiques	48 083	164	91	-93	-26	45 725	115	25	-48	-25
<b>Total</b>	<b>13 945 301</b>	<b>209 279</b>	<b>105 899</b>	<b>-110 304</b>	<b>-69 999</b>	<b>13 939 113</b>	<b>182 703</b>	<b>101 897</b>	<b>-96 359</b>	<b>-68 569</b>

**Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				86 071	86 071	88 074
Dont surcote restant à amortir				523	523	572
Dont décote restant à amortir				-375	-375	-51
Créances rattachées				910	910	321
Dépréciations						
<b>Valeur nette au bilan</b>				<b>86 981</b>	<b>86 981</b>	<b>88 395</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe (1) :</b>						
Emis par organismes publics				78 810	78 810	78 745
Autres émetteurs		40 000		376 067	416 067	269 032
Dont surcote restant à amortir				2 175	2 175	1 507
Dont décote restant à amortir				-1 128	-1 128	-860
Créances rattachées				2 836	2 836	1 990
Dépréciations						
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>40 000</b>		<b>457 713</b>	<b>497 713</b>	<b>349 767</b>
Actions et autres titres à revenu variable		222 980			222 980	164 309
Créances rattachées						
Dépréciations		-3 987			-3 987	-3 906
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>218 993</b>			<b>218 993</b>	<b>160 403</b>
<b>Total</b>		<b>258 993</b>		<b>544 694</b>	<b>803 687</b>	<b>598 565</b>
<b>Valeurs estimatives</b>		<b>271 964</b>		<b>513 878</b>	<b>785 842</b>	<b>583 916</b>
(1) dont 6 200 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 7 500 milliers d'euros au 31 décembre 2024.						

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 12 970 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 13 810 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 970 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 1 222 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales (y compris Etats)	68 810	68 745
Etablissements de crédit	285 454	229 218
Clientèle financière	249 953	178 782
Collectivités locales	10 000	10 000
Entreprises, assurances et autres clientèles	103 640	25 341
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>717 857</b>	<b>512 086</b>
Créances rattachées	2 836	1 990
Dépréciations	-3 987	-3 906
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>716 706</b>	<b>510 170</b>

5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	494 877	86 071	222 980	803 928	347 777	88 074	164 309	600 160
Dont titres cotés	364 264	86 071		450 335	322 964	88 074		411 038
Dont titres non cotés (1)	130 613		222 980	353 593	24 813		164 309	189 122
Créances rattachées	2 836	910		3 746	1 990	321		2 311
Dépréciations			-3 987	-3 987			-3 906	-3 906
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>497713</b>	<b>86981</b>	<b>218993</b>	<b>803687</b>	<b>349767</b>	<b>88395</b>	<b>160403</b>	<b>598565</b>
<i>(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante : - OPC français 216 534 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 191 778 milliers d'euros) - OPC étrangers 2 459 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 500 milliers d'euros) Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 218 993 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 231 963 milliers d'euros.</i>								

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	165 287	171 307
OPC actions	32 009	34 114
OPC autres	21 697	26 542
<b>Total</b>	<b>218 993</b>	<b>231 963</b>

5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe :</b>								
Valeur brute	100 000		134 615	260 262	494 877	2 836	497 713	349 767
Dépréciations								
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>100 000</b>		<b>134 615</b>	<b>260 262</b>	<b>494 877</b>	<b>2 836</b>	<b>497 713</b>	<b>349 767</b>
<b>Effets publics et valeurs assimilées :</b>								
Valeur brute				86 071	86 071	910	86 981	88 395
Dépréciations								
<b>Valeur nette au bilan</b>				<b>86 071</b>	<b>86 071</b>	<b>910</b>	<b>86 981</b>	<b>88 395</b>

5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DROM-COM)	576 096		431 016	
Autres pays de l'U.E.	4 852		4 835	
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	580 948		435 851	
Créances rattachées	3 746		2 311	
Dépréciations				
Valeur nette au bilan	584 694		438 162	

## Note 6. – Titres de participation et de filiales.

INFORMATIONS FINANCIERES / FILIALES ET PARTICIPATIONS  (en milliers euros)	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés
					Brutes	Nettes					
<b>Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la CR Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres :</b>											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit		néant									
Participations dans des établissements de crédit		néant									
<b>Autres parts dans les entreprises liées</b>					<b>94 584</b>	<b>93 098</b>	<b>14 194</b>	<b>0</b>	<b>3 906</b>	<b>-491</b>	<b>0</b>
SAS CMDS EXPANSION	€	10 000	5 768	100,00%	15 140	15 140	0	0	0	-644	0
SAS CMDS IMMOBILIER	€	10 000	840	100,00%	13 621	13 030	0	0	673	283	0
SAS CMDS UP (1)	€	1 000	359	100,00%	2 254	1 359	0	0	320	-138	0
SAS COFISA (1)	€	915	113	100,00%	915	915	0	0	0	22	0
SAS FIEF NOUVEAU	€	52 016	6 609	100,00%	58 269	58 269	14 194	0	2 124	69	0
SAS SAINTONGE IMMOBILIER (1)	€	4 000	1	100,00%	4 385	4 385	0	0	789	-83	0
<b>Autres titres de participations</b>					<b>1 102 348</b>	<b>1 099 562</b>	<b>10 351</b>	<b>0</b>	<b>528 604</b>	<b>2 452 427</b>	<b>61 677</b>
SAS C2MS (1)	€	53 053	12 607	2,13%	1 244	1 244	0	0	0	1 587	43
SAS CA PAYMENTS SERVICES (1)	€	49 026	157 561	1,16%	569	569	0	0	455 796	55 560	0
SNC CREDIT AGRICOLE TITRES (1)	€	15 245	56 488	1,60%	869	869	0	0	184	7 047	72
SA DELTA (1)	€	79 550	-8 166	2,35%	1 872	1 872	0	0	0	-6 343	0
SAS SACAM ASSURANCE CAUTION (1)	€	13 713	24 733	2,03%	948	948	0	0	0	2 977	62
SAS SACAM AVENIR (1)	€	277 623	-238	1,63%	11 003	9 899	0	0	0	-39	0
SAS SACAM DEVELOPPEMENT (1)	€	725 471	103 501	2,49%	18 228	18 228	8 525	0	0	31 135	785
SAS SACAM FIRECA (1)	€	69 334	-15 213	2,03%	2 147	1 102	0	0	0	1 172	0
SAS SACAM IMMOBILIER (1)	€	173 273	16 332	2,31%	4 198	4 198	0	0	0	4 145	92
SAS SACAM INTERNATIONAL (1)	€	469 221	183 583	2,48%	22 339	22 086	0	0	0	103 965	849
SNC SACAM MUTUALISATION (1)	€	18 556 677	11 784	2,23%	413 289	413 289	0	0	0	256 907	5 646
SAS SACAM PARTICIPATIONS (1)	€	62 558	27 583	2,35%	1 707	1 707	0	0	394	2 645	0
SACAM TRANSITION ENERGIE (1)	€	400 193	-38	2,15%	8 592	8 592	0	0	0	-30	0
SACAM NEOPRO (1)	€	45 169	45 080	2,01%	907	906	0	0	0	-20	0
SAS RUE LA BOETIE (1)	€	3 177 558	19 375 962	2,48%	572 310	572 310	0	0	0	1 973 628	52 188
UNEXO (ex-UNI EXPANSION OUEST) (1)	€	333 839	55 109	9,13%	33 034	33 034	1 826	0	36	2 773	1 826
SACAM SANTE ET TERRITOIRES (1)	€	100	-9	2,15%	2 180	2 180	0	0	0	-9	0
SEM PATRIMONIALE LA ROCHELLE (1)	€	21 101	34 032	7,00%	545	545	0	0	8 296	1 668	8
FIRECA PORTAGE DE PROJETS (1)	€	55 241	54 100	0,99%	637	535	0	0	279	923	0
BREEGA VENTURE II (1)	€	105 753	100 469	0,50%	882	727	0	0	268	-5 179	0
CREDIT AGRICOLE INNOVATIONS & TERRITOIRES (1)	€	56 808	-16 077	5,00%	914	789	0	0	0	-4 844	0
EDOKIAL (1)	€	661	35 920	1,04%	934	934	0	0	63 024	-2 167	0
CREDIT AGRICOLE REGIONS DEVELOPPEMENT (1)	€	214 706	110 249	0,29%	1 000	1 000	0	0	327	16 885	87
CA TRANSITIONS (1)	€	154 080	7 859	1,25%	2 000	2 000	0	0	0	8 040	19
<b>Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la CR Crédit Agricole</b>											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit :		néant									
Participations dans des établissements de crédit :		néant									
Autres parts dans les entreprises liées :		néant									
Autres titres de participations :	€				3 704	3 704	1 868	0	0	0	62
<b>TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS</b>					<b>1 200 636</b>	<b>1 196 363</b>	<b>26 414</b>	<b>0</b>	<b>532 510</b>	<b>2 451 936</b>	<b>61 739</b>

— Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	94 732	99 819	92 226	98 386
Titres cotés				
Avances consolidables	15 195	15 194		
Créances rattachées	220	220		
Dépréciations	-1 487		-1 583	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>108 660</b>	<b>115 233</b>	<b>90 643</b>	<b>98 386</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	1 101 020	1 863 171	1 084 421	1 715 185
Titres cotés				
Avances consolidables	11 219	11 219	9 392	9 392
Créances rattachées	353	353	337	337
Dépréciations	-2 505		-7 180	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 110 087</b>	<b>1 874 743</b>	<b>1 086 970</b>	<b>1 724 914</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	13 884	14 199	12 949	13 400
Titres cotés				
Avances consolidables			870	870
Créances rattachées				
Dépréciations	-280		-197	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>13 604</b>	<b>14 199</b>	<b>13 622</b>	<b>14 270</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 123 691</b>	<b>1 888 942</b>	<b>1 100 592</b>	<b>1 739 184</b>
<b>Total des titres de participation</b>	<b>1 232 351</b>	<b>2 004 175</b>	<b>1 191 235</b>	<b>1 837 570</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Total valeurs brutes :</b>				
Titres non cotés	1 209 636		1 189 596	
Titres cotés				
<b>Total</b>	<b>1 209 636</b>		<b>1 189 596</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.



**Note 7 – Variation de l'actif immobilise.**

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	92 226	2 506			94 732
Avances consolidables		15 195			15 195
Créances rattachées		220			220
Dépréciations	-1 583	-138	234		-1 487
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>90 643</b>	<b>17 783</b>	<b>234</b>		<b>108 660</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 084 421	16 599			1 101 020
Avances consolidables	9 392	1 999	-172		11 219
Créances rattachées	337	142	-126		353
Dépréciations	-7 180	-7	4 682		-2 505
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 086 970</b>	<b>18 733</b>	<b>4 384</b>		<b>1 110 087</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	12 949	935			13 884
Avances consolidables	870		-870		
Créances rattachées					
Dépréciations	-197	-83			-280
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>13 622</b>	<b>852</b>	<b>-870</b>		<b>13 604</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 100 592</b>	<b>19 585</b>	<b>3 514</b>		<b>1 123 691</b>
<b>Total</b>	<b>1 191 235</b>	<b>37 368</b>	<b>3 748</b>		<b>1 232 351</b>

(1) La rubrique « Autres mouvements » présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
Valeurs brutes	275 116	4 345	-4 449		275 012
Amortissements et dépréciations	-157 562	-11 101	704		-167 959
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>117 554</b>	<b>-6 756</b>	<b>-3 745</b>		<b>107 053</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					
Valeurs brutes	12 081				12 081
Amortissements et dépréciations	-10 552				-10 552
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 529</b>				<b>1 529</b>
<b>Total</b>	<b>119 083</b>	<b>-6 756</b>	<b>-3 745</b>		<b>108 582</b>

(1) La rubrique « Autres mouvements » présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

**Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	43	20
Comptes de stock et emplois divers	13	13
Débiteurs divers (2)	144 838	187 411
Gestion collective des titres livret de développement durable		
Comptes de règlement	46	17
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>144 940</b>	<b>187 461</b>
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	34 619	25 707
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	77	84
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	36	53
Charges constatées d'avance	883	986
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	7 825	10 857
Autres produits à recevoir	59 983	58 883
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	2 314	9 738
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>105 737</b>	<b>106 308</b>
<b>Total</b>	<b>250 677</b>	<b>293 769</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.  
(2) dont 3 203 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 3 203 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 14 Provisions).

**Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	96 359	40 923	-26 018	-960		110 304
Sur opérations sur titres	3 906	222	-141			3 987
Sur valeurs immobilisées	8 960	229	-4 916			4 273
Sur autres actifs	36		-35			1
<b>Total</b>	<b>109 261</b>	<b>41 374</b>	<b>-31 110</b>	<b>-960</b>		<b>118 565</b>

**Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
A vue	17 939				17 939		17 939	79 246
A terme				63 830	63 830	217	64 047	53 532
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée		47 295	44 700		91 995	1 438	93 433	101 218
<b>Valeur au bilan</b>	<b>17 939</b>	<b>47 295</b>	<b>44 700</b>	<b>63 830</b>	<b>173 764</b>	<b>1 655</b>	<b>175 419</b>	<b>233 996</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	5 119				5 119		5 119	10 702
Comptes et avances à terme	665 349	1 993 244	4 342 720	2 075 426	9 076 739	15 679	9 092 418	9 575 108
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	670 468	1 993 244	4 342 720	2 075 426	9 081 858	15 679	9 097 537	9 585 810
<b>Total</b>	<b>688 407</b>	<b>2 040 539</b>	<b>4 387 420</b>	<b>2 139 256</b>	<b>9 255 622</b>	<b>17 334</b>	<b>9 272 956</b>	<b>9 819 806</b>

**Opérations internes au Crédit Agricole :** ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

#### Note 11. Comptes créditeurs de la clientèle

##### 11.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 105 377				4 105 377	441	4 105 818	3 956 749
Comptes d'épargne à régime spécial (1) :	50 171				50 171		50 171	51 328
A vue	50 171				50 171		50 171	51 328
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	722 812	383 163	919 237	218 200	2 243 412	22 127	2 265 539	2 077 296
A vue	4 936				4 936	18	4 954	6 266
A terme	717 876	383 163	919 237	218 200	2 238 476	22 109	2 260 585	2 071 030
Valeurs données en pension livrée								
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 878 360</b>	<b>383 163</b>	<b>919 237</b>	<b>218 200</b>	<b>6 398 960</b>	<b>22 568</b>	<b>6 421 528</b>	<b>6 085 373</b>

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

##### 11.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	3 310 469	3 024 596
Agriculteurs	597 127	602 335
Autres professionnels	439 409	424 745
Clientèle financière	293 036	305 828
Entreprises	1 597 741	1 543 681
Collectivités publiques	13 351	16 325
Autres agents économiques	147 827	141 610
<b>Total en principal</b>	<b>6 398 960</b>	<b>6 059 120</b>
Dettes rattachées	22 568	26 253
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 421 528</b>	<b>6 085 373</b>

#### Note 12. – Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables			2 250		2 250	34	2 284	2 436
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>Valeur nette au bilan</b>			<b>2 250</b>		<b>2 250</b>	<b>34</b>	<b>2 284</b>	<b>2 436</b>

**Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.**

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Autres passifs (1) :</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés (2)		
Instruments conditionnels vendus	44	21
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	116 661	96 683
Versements restant à effectuer sur titres	21 292	19 385
<b>Valeur au bilan</b>	<b>137 997</b>	<b>116 089</b>
<b>Comptes de régularisation :</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	14 036	14 032
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	62	58
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	94 037	78 629
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	11 619	9 822
Autres charges à payer	44 017	41 903
Autres comptes de régularisation	130	122
<b>Valeur au bilan</b>	<b>163 901</b>	<b>144 566</b>
<b>Total</b>	<b>301 898</b>	<b>260 655</b>
<i>(1) Les montants incluent les dettes rattachées.</i>		
<i>(2) Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en « titres de transaction prêtés »).</i>		

**Note 14. – Provisions.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	132	184		-79		237
Provisions pour autres engagements sociaux	1 280	11		-22		1 269
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	13 501	32 480	-77	-34 755		11 149
Provisions pour litiges fiscaux (1)	-1	41	-41			-1
Provisions pour autres litiges	3 480	547	-573	-1 461		1 993
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	120 314	318 324		-314 398		124 240
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	11					11
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	4 109	21		-922		3 208
Autres provisions	7 083	2 651	-1 032	-84		8 618
<b>Valeur au bilan</b>	<b>149 909</b>	<b>354 259</b>	<b>-1 723</b>	<b>-351 721</b>		<b>150 724</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.  
(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.  
(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.  
(4) Cf note 15 ci-après.

**Note 15. – Epargne logement.**Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	91 871	68 759
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	132 961	314 155
Ancienneté de plus de 10 ans	1 561 159	1 604 641
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 785 990</b>	<b>1 987 555</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>327 990</b>	<b>284 771</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 113 980</b>	<b>2 272 326</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.  
Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	20 822	14 967
Comptes épargne-logement	9 190	9 670
<b>Total encours de crédit octroyé au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>30 012</b>	<b>24 637</b>

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	136	225
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	396	560
Ancienneté de plus de 10 ans	2 574	3 169
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>3 105</b>	<b>3 954</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>104</b>	<b>156</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>3 209</b>	<b>4 110</b>

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

#### **Note 16. — Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>33 668</b>	<b>32 601</b>
Coût des services rendus sur l'exercice	2 627	2 170
Coût financier	1 134	1 046
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-104	39
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-1 785	-2 070
(Gains) / pertes actuariels	-1 319	-119
Autres mouvements	0	0
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>34 220</b>	<b>33 668</b>

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Coût des services rendus	2 627	2 170
Coût financier	1 134	1 046
Rendement attendu des actifs	-1 059	-993
Coût des services passés	0	0
(Gains) / pertes actuariels net	141	164
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	-260
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>2 842</b>	<b>2 128</b>

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	32 979	32 234
Rendement attendu des actifs	1 059	993
Gains / (pertes) actuariels	-113	3
Cotisations payées par l'employeur	2 738	1 779
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-104	39
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-1 785	-2 070
Autres mouvements	0	0
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture</b>	<b>34 773</b>	<b>32 979</b>

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>-34 220</b>	<b>-33 668</b>
Impact de la limitation d'actifs	0	0
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-790	557
Juste valeur des actifs fin de période	34 773	32 979
<b>Position nette (passif)/ actifs à la clôture</b>	<b>-237</b>	<b>-132</b>

— Hypothèses actuarielles utilisées :

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -5,68 % ;
- Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,21%.

#### Note 17. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Fonds pour risques bancaires généraux	84 927	84 927
<b>Valeur au bilan</b>	<b>84 927</b>	<b>84 927</b>

**Note 18. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'union Europ.								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée</b>								
Euro								
Autres devises de l'union Europ.								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des caisses locales		62 250	14 100	38 023	114 373	613	114 986	109 719
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
<b>Valeur au bilan</b>		<b>62 250</b>	<b>14 100</b>	<b>38 023</b>	<b>114 373</b>	<b>613</b>	<b>114 986</b>	<b>109 719</b>

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 3 571 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 4 613 milliers d'euros au 31 décembre 2024.



Note 19. – Variation des capitaux propres (avant répartition).

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2023</b>	53 313	1 300 464	474 333	151 839			73 400	2 053 349
Dividendes versés au titre de n-2								
Variation de capital (5)								
Variation des primes et réserves (5)								
Affectation du résultat social n-2		49 772	16 591	13			-73 400	-7 024
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice n-1							73 084	73 084
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2024</b>	53 313	1 350 236	490 924	151 852			73 084	2 119 409
Dividendes versés au titre de n-1								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social n-1		49 253	16 418	13			-73 084	-7 400
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice n							72 846	72 846
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2025</b>	53 313	1 399 489	507 342	151 865			72 846	2 184 855

**Nombre de parts sociales** : 2 621 961 et nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement : 873 987 à 15,25 €. Dont 116 459 milliers d'euros de primes d'émission et 33 720 milliers d'euros de primes de fusion.

Note 20. – Composition des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG	2 184 855	2 119 409
Fonds pour risques bancaires généraux	84 927	84 927
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 269 782</b>	<b>2 204 336</b>

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 114 986 milliers d'euros au 31 décembre 2025, 109 719 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 21. – Operations effectuées avec les entreprises liées et les participations.**

(En milliers d'Euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
<b>Créances</b>	<b>26 414</b>	<b>10 262</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	8 525	8 525
Sur la clientèle	17 889	1 737
Obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>Dettes</b>		
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

**Note 22. – Operations effectuées en devises.**

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	18 470 306	18 303 822	18 575 485	18 422 906
Autres devises de l'union européenne	177	177	8	8
Franc suisse	186	186	123	123
Dollar	24 679	24 679	10 885	10 885
Yen				
Autres devises	843	843	516	516
<b>Valeur brute</b>	<b>18 496 191</b>	<b>18 329 707</b>	<b>18 587 017</b>	<b>18 434 438</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	156 534	204 451	154 480	197 796
Dépréciations	-118 567		-109 263	
<b>Total</b>	<b>18 534 158</b>	<b>18 534 158</b>	<b>18 632 234</b>	<b>18 632 234</b>

**Note 23. – Operations de change, prêts et emprunts en devises.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
Devises				
Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>4 695</b>	<b>4 686</b>	<b>3 171</b>	<b>3 165</b>
Devises	2 315	2 315	1 610	1 610
- Euros	2 380	2 371	1 561	1 555
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>Total</b>	<b>4 695</b>	<b>4 686</b>	<b>3 171</b>	<b>3 165</b>

**Note 24. – Operations sur instruments financiers à terme.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>2 883 842</b>	<b>114 963</b>	<b>2 998 805</b>	<b>3 079 455</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>2 883 842</b>	<b>114 963</b>	<b>2 998 805</b>	<b>3 079 455</b>
Swaps de taux d'intérêt	2 883 842	114 354	2 998 196	3 078 846
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		609	609	609
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>158 794</b>	<b>158 794</b>	<b>23 180</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>158 794</b>	<b>158 794</b>	<b>23 180</b>
Options de swaps de taux				
Achetées		65 200	65 200	
Vendues		65 200	65 200	
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		12 722	12 722	11 590
Vendus		12 722	12 722	11 590
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		1 475	1 475	
Vendus		1 475	1 475	
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>Total</b>	<b>2 883 842</b>	<b>273 757</b>	<b>3 157 599</b>	<b>3 102 635</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

**24.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2025			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	2 950			2 950					
Options de taux			130 400			130 400			
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	161 048	1 019 431	1 817 717	161 048	1 019 431	1 817 717			
Caps, floors, collars	1 155	23 081	1 208	1 155	23 081	1 208			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		609			609				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>165 153</b>	<b>1 043 121</b>	<b>1 949 325</b>	<b>165 153</b>	<b>1 043 121</b>	<b>1 949 325</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	9 381			9 381					
<b>Sous total</b>	<b>9 381</b>			<b>9 381</b>					
<b>Total</b>	<b>174 534</b>	<b>1 043 121</b>	<b>1 949 325</b>	<b>174 534</b>	<b>1 043 121</b>	<b>1 949 325</b>			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	340 822	827 695	1 910 329	340 822	827 695	1 910 329			
Caps, Floors, Collars		21 972	1 208		21 972	1 208			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		609			609				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>340 822</b>	<b>850 276</b>	<b>1 911 537</b>	<b>340 822</b>	<b>850 276</b>	<b>1 911 537</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	6 336			6 336					
<b>Sous total</b>	<b>6 336</b>			<b>6 336</b>					
<b>Total</b>	<b>347 158</b>	<b>850 276</b>	<b>1 911 537</b>	<b>347 158</b>	<b>850 276</b>	<b>1 911 537</b>			

## 24.2 Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste valeur positive au 31/12/2025	Juste valeur négative au 31/12/2025	Encours notionnel au 31/12/2025	Juste valeur positive au 31/12/2024	Juste valeur négative au 31/12/2024	Encours notionnel au 31/12/2024
Futures						
Options de change		58	2 950			
Options de taux	218	218	130 400			
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	50 892	42 940	2 998 196	25 822	79 884	3 078 846
Caps, floors, collars	36	36	25 444	128	128	23 180
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices		47	609	934		609
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>51 146</b>	<b>43 299</b>	<b>3 157 599</b>	<b>26 884</b>	<b>80 012</b>	<b>3 102 635</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	66	66	9 381	65	65	6 336
<b>Sous total</b>	<b>66</b>	<b>66</b>	<b>9 381</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>6 336</b>
<b>Total</b>	<b>51 212</b>	<b>43 365</b>	<b>3 166 980</b>	<b>26 949</b>	<b>80 077</b>	<b>3 108 971</b>

**24.3 Information sur les Swaps :**

— Ventilation des swaps de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux		363 842	2 240 000	
Contrats assimilés				

**Note 25. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés – report année 2025.**

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- Une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale ;
- Les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : en treprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement ;
- Des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (*add-on*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Au 31 décembre 2025, la valeur de marché de ces instruments, après prise en compte (ou non prise en compte) des effets de la compensation et de la collatéralisation, s'élève à 692 milliers d'euros. Elle se décompose de la façon suivante par types de contreparties :

- Gouvernements et banques centrales de l'OCDE : 0 milliers d'euros ;
- Etablissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 0 milliers d'euros ;
- Autres contreparties : 692 milliers d'euros.

Le risque de crédit potentiel estimé sur la base des facteurs de majoration réglementaires s'élève à 7 137 milliers d'euros, réparti de la façon suivante sur les différents types de contreparties :

- Gouvernements et banques centrales de l'OCDE : 0 milliers d'euros ;
- Etablissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 0 milliers d'euros ;
- Autres contreparties : 7 137 milliers d'euros.

**Note 26. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés :</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 088 315</b>	<b>1 002 111</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 088 315	1 002 111
<b>Engagements de garantie</b>	<b>316 548</b>	<b>297 070</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	28	
Engagements d'ordre de la clientèle	316 520	297 070
<b>Engagements sur titres</b>	<b>240</b>	<b>166</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	240	166
<b>Engagements reçus :</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>9 000</b>	<b>15 291</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	9 000	15 291
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 028 176</b>	<b>4 869 358</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	238 411	231 584
Engagements reçus de la clientèle	4 789 765	4 637 774
<b>Engagements sur titres</b>	<b>240</b>	<b>166</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	240	166

**Note 27. – Actifs donnés et reçus en garantie.****Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté 4 484 160 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 619 509 milliers d'euros en 2024. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté :

- 1 301 477 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 449 944 milliers d'euros en 2024.
- 137 651 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 124 437 milliers d'euros en 2024 ;
- 3 045 031 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 045 128 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

**Note 28. – Engagements donnés aux entreprises liées.**

Aux termes de conventions de garantie conclues par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A., la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. au bénéfice des tiers, créanciers de celle-ci. Le montant de cet engagement s'élève à 1 593 millions d'euros.

**Note 29. – Compensation des emprunts de titres et de l'épargne centralisée.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Dettes brutes représentatives de titres empruntés (a)	Titres de transaction empruntés (b)	Dettes nettes représentatives de titres empruntés (c) = (a) - (b)	Dettes brutes représentatives de titres empruntés (a)	Titres de transaction empruntés (b)	Dettes nettes représentatives de titres empruntés (c) = (a) - (b)
<b>Effets publics et valeurs assimilées :</b>						
Dont titres prêtés						
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe :</b>						
Dont titres prêtés						
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>						
Dont titres prêtés						

**Note 30. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	8 036	8 367
Sur opérations internes au Crédit Agricole	66 008	85 525
Sur opérations avec la clientèle	329 399	311 033
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15 802	7 838
Produit net sur opérations de macro-couverture		28 028
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>419 245</b>	<b>440 791</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-6 875	-6 447
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-236 767	-261 033
Sur opérations avec la clientèle	-73 948	-79 495
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-9 664	
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-5 431	-2 137
Sur dettes représentées par un titre	-76	-90
Autres intérêts et charges assimilées		-109
<b>Intérêts et charges assimilés</b>	<b>-332 761</b>	<b>-349 311</b>
<b>Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)</b>	<b>86 484</b>	<b>91 480</b>
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 3 571 milliers d'euros contre 4 613 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

**Note 31. – Revenus des titres à revenus variables.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	62 704	60 436
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	329	471
Opérations diverses sur titres		
<b>Total des revenus des titres à revenus variables</b>	<b>63 033</b>	<b>60 907</b>



**Note 32. – Produit net des commissions.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	534	-146	388	477	-120	357
Sur opérations internes au crédit agricole	2 747	-2 779	-32	19 422	-25 756	-6 334
Sur opérations avec la clientèle	39 016	-1 037	37 979	38 426	-447	37 979
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	120		120	136		136
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	155		155	42		42
Sur prestations de services financiers (1)	139 773	-17 510	122 263	138 049	-13 319	124 730
Provision pour risques sur commissions	88	-82	6	293	-92	201
<b>Total produit net des commissions (2)</b>	<b>182 433</b>	<b>-21 554</b>	<b>160 879</b>	<b>196 845</b>	<b>-39 734</b>	<b>157 111</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 29 832 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 29 472 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 33. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	434	504
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	81	-84
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>515</b>	<b>420</b>

**Note 34. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-221	-169
Reprises de dépréciations	141	56
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-80</b>	<b>-113</b>
Plus-values de cession réalisées	12 964	10 109
Moins-values de cession réalisées	-1	
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>12 963</b>	<b>10 109</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>12 883</b>	<b>9 996</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>12 883</b>	<b>9 996</b>

**Note 35. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers	6 025	3 710
Quote part des opérations faites en commun	127	4
Refacturation		
Reprises provisions	49	342
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>6 201</b>	<b>4 056</b>
Charges diverses	-1 141	-1 309
Quote part des opérations faites en commun	-128	-108
Refacturation		
Dotations provisions	-8	-115
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-1 277</b>	<b>-1 532</b>
<b>Total autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>4 924</b>	<b>2 524</b>

**Note 36. – Charges générales d'exploitation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements (2)	-83 419	-82 123
Charges sociales (2)	-42 978	-40 429
Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-9 496	-9 174
Intéressement et participation	-11 755	-11 172
Impôts et taxes sur rémunérations	-13 264	-12 909
Total des charges de personnel	-151 416	-146 633
Refacturation et charges de personnel (2)	2 774	3 108
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-148 642</b>	<b>-143 525</b>
<b>Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	-2 590	-2 526
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (3)	-70 032	-71 915
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-72 622</b>	<b>-74 441</b>
Refacturation et charges administratives (3)	915	678
Frais administratifs nets	-71 707	-73 763
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-220 349</b>	<b>-217 288</b>
(1) Dont 8 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025.		

**Effectif moyen :**

Effectif par catégorie :

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	542	532
Non cadres	1 222	1 232
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 764</b>	<b>1 764</b>
Dont :		
France	1 764	1 764
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Au 31 décembre 2025, les rémunérations des principaux cadres dirigeants s'élèvent à (salaire, avantages et IFC) 2 530 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédits octroyés en 2025 aux membres du Conseil et aux cadres dirigeants s'élève à 369 milliers d'euros.

**Note 37. – Cout du risque.**

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-390 691</b>	<b>-385 390</b>
Dépréciations de créances douteuses	-39 450	-30 029
Autres provisions et dépréciations	-351 241	-355 361
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>377 671</b>	<b>375 366</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	26 031	26 911
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	351 640	348 455
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-13 020</b>	<b>-10 024</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-1 347	-845
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-5 767	-6 328
Décote sur prêts restructurés	-296	-107
Récupérations sur créances amorties	221	280
Autres pertes		
Autres produits		
<b>Cout du risque</b>	<b>-20 209</b>	<b>-17 024</b>
<i>(1) Dont 1 387 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 960 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.</i> <i>(2) Dont 650 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.</i> <i>(3) Dont 136 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.</i> <i>(4) Dont 4 379 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.</i>		

**Note 38. – Résultat net sur actifs immobilisés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Immobilisations financières :</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-228</b>	<b>-392</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-228	-392
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>4 916</b>	<b>3 374</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 916	3 374
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>4 688</b>	<b>2 982</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 688	2 982
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>		<b>80</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		80
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>		<b>-10</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		-10
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>		<b>70</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		70
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>4 688</b>	<b>3 052</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles :</b>		
Plus-values de cessions	399	180
Moins-values de cessions	-139	-28
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>260</b>	<b>152</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>4948</b>	<b>3204</b>

**Note 39. – Charges et produits exceptionnels.**

La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas comptabilisé de charges ou produits exceptionnels.

**Note 40. – Impôt sur les bénéfices.**

Le principe général est exposé dans la note 2.15 : la Caisse régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé avec le Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Ainsi, au 31 décembre 2025, le montant de l'impôt sur les bénéfices s'élève à 9 161 milliers d'euros.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 558 milliers d'euros.

**Note 41. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.**

La Caisse régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres commercialise toute la gamme de produits et services bancaires et financiers : supports d'épargne -monétaires, obligataires, titres, placements d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement.

La Caisse régionale commercialise également une très large gamme de produits d'assurance IARD et prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

Elle exerce la totalité de son activité en France et dans la banque de proximité.

**Note 42. – Affectation des résultats.**

(Projet soumis à l'approbation de l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, décide, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se soldant par un bénéfice de 72 845 503,25€ :

<b>Total à affecter :</b>	<b>72 845 503,25 €</b>
Réserve spéciale œuvres d'art la somme de :	11 560,00 €
<b>Rémunération des certificats coopératifs d'associés pour un montant de :</b>	<b>5 463 412,74 €</b>
<b>Soit un dividende de 6,251137€ (montant arrondi) net par titre</b>	
Rémunération des parts sociales pour un montant de	
Soit un intérêt de 0,815875€ par part	2 139 192,43 €
Ce qui correspond à un taux de 5,35%	
Affectation du solde des excédents, soit : 65 231 338,08 €	
Pour ¾ à la réserve légale :	48 923 503,56 €
Pour ¼ à la réserve statutaire :	16 307 834,52 €

Les intérêts aux parts sociales et dividendes seront payables à compter du 26 mars 2026.

En application de la loi 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 et de la loi 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026, les intérêts des parts sociales seront soumis de plein droit au prélèvement forfaitaire unique de 31,4 % dont 18,6 % de prélèvements sociaux. Par dérogation à l'application du prélèvement forfaitaire unique, les intérêts pourront, sur option du contribuable, être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, en respectant certaines conditions.

Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Intérêts aux parts sociales (éligibles à l'abattement de 40% - art 158 CGI)	Dividendes des certificats coopératifs d'associés (éligibles à l'abattement de 40 % - art 158 CGI)
2024	1 919 275,45 €	5 481 307,52 €
2023	1 519 426,40 €	5 505 010,98 €
2022	1 099 584,89 €	6 371 261,95 €

**Note 43. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

**Note 44. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.**

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres

(En milliers d'Euros hors taxes)	Forvis mazars	%	Kpmg	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	82	93%	82	92%
Services autres que la certification des comptes	6	7%	7	8%
<b>Total</b>	<b>88</b>		<b>89</b>	

**Note 45. – Disposition du rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.

**IV. — Rapport des commissaires aux comptes.**

À l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation** : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la « Note 2. Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthodes comptables induites par la première application du règlement ANC n°2022-06 (modernisation des états financiers).

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Dépréciation des crédits en défaut :

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit avéré donnant lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à 110,3 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la Caisse régionale, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>- apprécié les hypothèses utilisées par la Caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li><li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

— Provisions sur encours sains et dégradés :

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre Caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente 124,2 M€ au 31 décembre 2025 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'importance des hypothèses prises en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</li><li>- la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre Caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</li></ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prendre connaissance, lors d'une revue critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</li><li>o la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ;</li><li>o le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut loss given default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li><li>o le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres, y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ;</li><li>o la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions.</li></ul> <p>- apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</p> <p>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</p> <p>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</p> <p>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</p> <p>- apprécier l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</p> <p>- apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels</p>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres par l'assemblée générale du 27 mars 2025 pour le cabinet Forvis Mazars et du 28 mars 2019 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 1ère année de sa mission et le cabinet KPMG dans la 7ème année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.



Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit :** Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Bordeaux et Labège le 10 mars 2026 Labège, le 10 mars 2026.

#### **Les Commissaires aux comptes :**

##### **Forvis Mazars :**

Julie MALLET et Hervé KERNEIS ;  
Associés,

##### **KPMG :**

Diego DECHELOTTE ;  
Associé.

**B. — Comptes consolidés au 31/12/2025**

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres  
En date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 25 mars 2026.

**I. — Cadre général.****Présentation juridique de l'entité****CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CHARENTE MARITIME DEUX-SEVRES**

14 rue Louis Tardy

17 140 LAGORD

Immatriculation au RCS de La Rochelle en date du 01/10/2016

N° d'immatriculation : D399 354 810 (94D125)

Code APE : 6419 Z

Forme Juridique : Société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Objet social : Réalisation de toutes opérations de crédit, de banque, de caution, de prises de participation, de finance, de courtage notamment d'assurance, de commission, d'arbitrage, de services d'investissement et de toutes activités connexes (opérations mobilières ou immobilières).

Sont rattachées à la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres, 61 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire. La Caisse régionale fait partie avec 38 autres Caisses Régionales du Groupe Crédit Agricole. Les Caisses locales détiennent la majeure partie des Caisses Régionales, sociétés coopératives et banques régionales de plein exercice. Les Caisses Régionales via la SAS Rue La Boétie, contrôlent majoritairement (63,5 %) le capital de Crédit Agricole S.A. cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

**Un Groupe bancaire d'essence mutualiste.**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole

## PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Le groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

### CAISSES RÉGIONALES

**12,3 M** de sociétaires détenant les parts sociales des  
**2 376** Caisses locales

**39** Caisses régionales détenant ensemble la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. via la **SAS Rue La Boétie**

→ détiennent **100%** de SACAM Mutualisation  
← détenant **25%** des Caisses régionales  
← **Lien politique** Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA)<sup>2</sup>

### PUBLIC

Investisseurs institutionnels

Actionnaires individuels

Salariés via l'épargne salariale

Auto détection

détenant

**63,5%**



**CRÉDIT AGRICOLE S.A.**

détenant

**36,5%**



1. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,99% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

2. La Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA) est l'instance de réflexion, d'opinion et de représentation des Caisses régionales auprès de leurs parties prenantes.

### Relations internes au Crédit Agricole

— **Mécanismes financiers internes** : Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— **Comptes ordinaires des Caisses régionales** : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— **Comptes d'épargne à régime spécial** : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

— **Comptes et avances à terme** : Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales** : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.** : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de

résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

---

[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

## II. — Etats financiers consolidés.

## 1. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	478 834	500 823
Intérêts et charges assimilées	4.1	-383 280	-401 479
Commissions (produits)	4.2	182 371	196 594
Commissions (charges)	4.2	-21 688	-39 864
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	10 213	7 920
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		93	-739
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		10 120	8 659
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	61 540	58 256
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-84	-1 103
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		61 624	59 359
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des activités d'assurance		-	-
Charges afférentes aux activités d'assurance		-	-
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus		-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance		-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus		-	-
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance		-	-
Produits des autres activités	4.6	12 922	12 083
Charges des autres activités	4.6	-2 579	-2 516
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>338 333</b>	<b>331 817</b>
Charges générales d'exploitation	4.7	-228 258	-224 477
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	-12 086	-12 093
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>97 989</b>	<b>95 247</b>
Coût du risque	4.9	-21 398	-18 143
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>76 591</b>	<b>77 104</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	243	147
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>76 834</b>	<b>77 251</b>
Impôts sur les bénéfices	4.11	-5 893	-4 203
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>70 941</b>	<b>73 048</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		1	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>70 940</b>	<b>73 048</b>
Résultat par action (en euros)		-	-
Résultat dilué par action (en euros)		-	-

## III. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net</b>	<b>70 941</b>	<b>73 048</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	1 206	122
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	248 354	137 439
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>249 560</b>	<b>137 561</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-7 937</b>	<b>-4 241</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>241 623</b>	<b>133 320</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	927	2 633
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>927</b>	<b>2 633</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-239</b>	<b>-680</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>688</b>	<b>1 953</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>242 311</b>	<b>135 273</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>313 252</b>	<b>208 321</b>
Dont part du Groupe	313 251	208 320
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-	-70

**IV. — Bilan.**  
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	55 040	68 837
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	150 148	93 230
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		11 379	9 674
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		138 769	83 556
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	50 379	24 717
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	2 028 961	1 719 463
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		139 820	95 753
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		1 889 141	1 623 710
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	16 484 165	16 678 457
Prêts et créances sur les établissements de crédit		2 189 699	2 468 489
Prêts et créances sur la clientèle		13 783 596	13 787 381
Titres de dettes		510 870	422 587
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-26 767	35 560
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	38 001	44 736
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	230 848	270 825
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.11	54 587	27 617
Immobilisations corporelles	6.12	126 305	145 852
Immobilisations incorporelles	6.12	4 233	4 243
Ecarts d'acquisition		1 077	1 077
<b>Total de l'actif</b>		<b>19 196 977</b>	<b>19 114 614</b>



Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	11 302	9 172
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		11 302	9 172
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	42 377	79 481
Passifs financiers au coût amorti		15 654 584	15 870 257
Dettes envers les établissements de crédit	3.4-6.7	9 201 250	9 750 724
Dettes envers la clientèle	3.1-3.4-6.7	6 411 394	6 074 012
Dettes représentées par un titre	3.4-6.7	41 940	45 521
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-14 094	-15 084
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	12	12
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	285 469	252 717
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	26 669	31 026
Dettes subordonnées		-	-
<b>Total dettes</b>		<b>16 006 319</b>	<b>16 227 581</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 190 658</b>	<b>2 887 033</b>
Capitaux propres part du Groupe		3 190 635	2 887 011
Capital et réserves liées		275 692	277 293
Réserves consolidées		2 093 192	2 028 170
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		750 811	508 500
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		70 940	73 048
Participations ne donnant pas le contrôle		23	22
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 196 977</b>	<b>19 114 614</b>

V. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Élimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	130 084	2 186 729	-	-	1 316 813	-1 989	375 215	373 226	-	2 690 038	22	-	-	-	22	2 690 062
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraqués	130 084	2 186 729	-	-	1 316 813	-1 989	375 215	373 226	-	2 690 038	22	-	-	-	22	2 690 062
Augmentation / Réduction de capital	-2 972	-	-	-	-2 972	-	-	-	-	-2 972	-	-	-	-	-	-2 972
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-8 958	-	-	-8 958	-	-	-	-	-8 958	-	-	-	-	-	-8 958
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	540	-	-	540	-	-	-	-	540	-	-	-	-	-	540
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-2 972	-8 418	-	-	-11 390	-	-	-	-	-11 390	-	-	-	-	-	-11 390
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	68	-	-	68	1 953	133 320	135 273	-	135 341	-	-	-	-	-	135 341
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	68	-	-	68	-	-68	-68	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	73 048	73 048	-	-	-	-	-	73 048
Autres variations	-	-29	-	-	-29	-	-	-	-	-29	-	-	-	-	-	-29
Capitaux propres au 31 décembre 2024	127 112	2 178 350	-	-	1 305 462	-36	508 535	508 499	73 048	2 887 008	22	-	-	-	22	2 887 033
Affectation du résultat 2024	-	73 048	-	-	73 048	-	-	-	-73 048	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	127 112	2 251 398	-	-	1 378 510	-36	508 535	508 499	-	2 887 008	22	-	-	-	22	2 887 033
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraqués	127 112	2 251 398	-	-	1 378 510	-36	508 535	508 499	-	2 887 008	22	-	-	-	22	2 887 033
Augmentation / Réduction de capital	-1 601	-	-	-	-1 601	-	-	-	-	-1 601	-	-	-	-	-	-1 601
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	-8 855	-	-	-8 855	-	-	-	-	-8 855	-	-	-	-	-	-8 855
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	822	-	-	822	-	-	-	-	822	-	-	-	-	-	822
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-1 601	-8 033	-	-	-9 634	-	-	-	-	-9 634	-	-	-	-	-	-9 634
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	688	241 623	242 311	-	242 311	-	-	-	-	-	242 311
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	70 940	70 940	1	-	-	-	1	70 941
Autres variations	-	7	-	-	7	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	7
Capitaux propres au 31 décembre 2025	125 511	2 243 372	-	-	1 368 883	652	750 158	750 810	70 940	3 190 632	23	-	-	-	23	3 190 658
(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.																

**VI. — Tableau des flux de trésorerie.**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>76 834</b>	<b>77 251</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		12 086	12 078
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		22 291	17 866
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
<b>Résultat net des activités d'investissement</b>		<b>-243</b>	<b>-147</b>
Résultat net des activités de financement		1 154	1 826
Autres mouvements		2 985	-10 948
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>38 273</b>	<b>20 675</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-348 438	-247 299
Flux liés aux opérations avec la clientèle		304 916	171 008
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-209 297	-132 769
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		60 048	-15 155
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-7 369	-8 125
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-200 140	-232 340
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>-85 033</b>	<b>-134 414</b>
Flux liés aux participations		-6 929	-10 577
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		8 617	-16 313
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>1 688</b>	<b>-26 890</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-10 454	-3 607
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-5 235	8 016
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-15 689</b>	<b>4 409</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-	-
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>		<b>-99 034</b>	<b>-156 895</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		535 223	692 118
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		68 837	62 057
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		466 386	630 061
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		436 189	535 223
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		55 040	68 837
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		381 149	466 386
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>-99 034</b>	<b>-156 895</b>

(\*) Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

(\*\*) Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

VII. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1. — Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

**11. Normes applicables et comparabilité.** — Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non

A noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

**Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe**

— **IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

**Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

— **IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers**

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 7</b> Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	04/12/2024	Non
<b>IAS 38</b> Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20/03/2025	Non
<b>IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37</b> Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20/03/2025	Non
<b>IFRS 15</b> Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20/03/2025	Non
<b>IAS 29</b> Evaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11/07/2025	Non

La modernisation des états financiers (règlement ANC N°2022-06) n'a aucun impact sur les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

## 1.2. Principes et méthodes comptables.

### Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock-options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

**Définitions.** — La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

### Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

— **Évaluation initiale :** Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

— **Évaluation ultérieure :** Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

### Actifs financiers :

— **Classement et évaluation des actifs financiers :** Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

- Instruments de dette :

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « *Collecte* » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « *Collecte et Vente* » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « *Autre / Vente* » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)

— Instruments de dette au coût amorti :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

— Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

— Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;  
Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

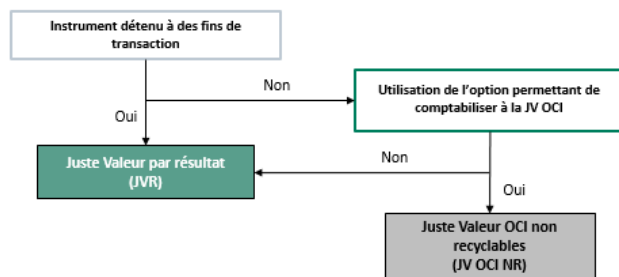
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

— Instruments de capitaux propres :

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat :

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable) :

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.



Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— **Acquisition et cession temporaire de titres** : Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant en caissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

#### — Décomptabilisation des actifs financiers :

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

— **Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)** : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### Passifs financiers

##### — Classement et évaluation des passifs financiers :

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature :

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

— Passifs financiers évalués au coût amorti :

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Produits de la collecte :

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.13 « Provisions ».

— **Reclassement des passifs financiers :**

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

— **Distinction dettes – capitaux propres :** La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

— **Décomptabilisation et modification des passifs financiers :**

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

**Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers.** — Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

**Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

— **Champ d'application :**

Conformément à IFRS 9, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les en cours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— **Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement** : Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1ère étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2ème étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3ème étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.
- Définition du défaut :

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— **Gouvernance et mesure des ECL** : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stages 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

— **Dégradation significative du risque de crédit** : Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking local*, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

a) Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

b) Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a. **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.
- b. **Trois critères absolus**. Le Groupe a défini :
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (*Forward Looking*) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

c) Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

— **Restructurations pour cause de difficultés financières** : Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'aurait pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risques similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

— **Irrécouvrabilité** : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

### Instruments financiers dérivés

— **Classement et évaluation** : Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

### — La comptabilité de couverture

- Cadre général :

Conformément à la décision du Groupe, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture de l'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation :

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation :

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

— **Dérivés incorporés** : Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

— **Hierarchie de la juste valeur** : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

**Compensation des actifs et passifs financiers.** — Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.



### Gains ou pertes nets sur instruments financiers

#### — Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

#### — Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

**Engagements de financement et garanties financières donnés.** — Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

### Provisions (dont IAS 37)

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

### Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

**Avantages à court terme.** — Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

### Avantages postérieurs à l'emploi

— **Régimes à prestations définies** : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

— **Régimes à cotisations définies** : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

**Autres avantages à long terme.** — Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

**Indemnités de cessation d'emploi.** — Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

### Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

**Impôts exigibles.** — La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

**Impôts différés.** — Certaines opérations réalisées par La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

— **Plus-values sur titres** : Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

— **Contrats de location IFRS 16** : Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

**Risques fiscaux.** — Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

#### Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

### Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  1. Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  2. Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'en dettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminue des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### 1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

#### Périmètre de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

— **Consolidation des Caisses régionales** : Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

**Notions de contrôle.** — Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité,

sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, mais également de l'implication et des décisions de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

### Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.



### Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### Écarts d'acquisition

— **Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition** : L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

— **Dépréciation des écarts d'acquisition** : Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

— **Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition** : En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

#### **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

#### **Regroupements d'entreprises sous contrôle commun**

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASC 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

### **2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2025**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

### **3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.**

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est assurée par la Direction des risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

**3.1. Risque de crédit.** — Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique

national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

**3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période.** — Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>422 750</b>	<b>-163</b>	-	-	-	-	<b>422 750</b>	<b>-163</b>	<b>422 587</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>422 750</b>	<b>-163</b>	-	-	-	-	<b>422 750</b>	<b>-163</b>	<b>422 587</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	94 058	-18	-	-	-	-	94 058	-18	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	145 565	-37	-	-	-	-	145 565	-37	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-51 507	19	-	-	-	-	-51 507	19	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>516 808</b>	<b>-181</b>	-	-	-	-	<b>516 808</b>	<b>-181</b>	<b>516 627</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-5 754	-	-	-	-	-	-5 754	-	-
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>511 054</b>	<b>-181</b>	-	-	-	-	<b>511 054</b>	<b>-181</b>	<b>510 873</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptabl e brute	Correctio n de valeur pour pertes	Valeur comptabl e brute	Correctio n de valeur pour pertes	Valeur comptabl e brute	Correctio n de valeur pour pertes	Valeur comptabl e brute (a)	Correctio n de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptabl e (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>119 604</b>	-	-	-	-	-	<b>119 604</b>	-	<b>119 604</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>119 604</b>	-	-	-	-	-	<b>119 604</b>	-	<b>119 604</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	6 805	-	-	-	-	-	6 805	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	16 218	-2	-	-	-	-	16 218	-2	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-9 413	3	-	-	-	-	-9 413	3	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-1	-	-	-	-	-	-1	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>126 409</b>	-	-	-	-	-	<b>126 409</b>	-	<b>126 409</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	238	-	-	-	-	-	238	-	-
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>126 647</b>	-	-	-	-	-	<b>126 647</b>	-	<b>126 647</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correctio n de valeur pour pertes	Valeur compta ble brute	Correctio n de valeur pour pertes	Valeur comptabl e brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	12 629 506	-48 473	1 191 805	-72 012	182 957	-96 403	14 004 268	-216 888	13 787 380
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-577 470	-4 305	534 610	9 321	42 860	-20 175	-	-15 159	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 156 166	9 909	1 156 166	-25 710			-	-15 801	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	600 930	-14 798	-600 930	32 050			-	17 252	
Transferts vers Stage 3 (1)	-26 278	619	-27 908	3 288	54 186	-22 508	-	-18 601	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	4 044	-35	7 282	-307	-11 326	2 333	-	1 991	
Total après transferts	12 052 036	-52 777	1 726 415	-62 691	225 817	-116 578	14 004 268	-232 046	13 772 222
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	215 914	20 808	-182 757	-29 582	-32 922	6 275	235	-2 499	
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	1 948 039	-7 654	118 071	-10 879			2 066 110	-18 533	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 723 424	5 689	-300 820	10 372	-26 026	14 198	-2 050 270	30 259	
Passages à perte					-6 615	5 369	-6 615	5 369	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-7	-	-8	1	-281	119	-296	120	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		22 773		-29 076		-14 371		-20 674	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-8 694	-	-	-	-	960	-8 694	960	
Total	12 267 950	-31 969	1 543 658	-92 273	192 895	-110 303	14 004 503	-234 545	13 769 958
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-2 836		91		16 383		13 638		
Au 31 décembre 2025	12 265 114	-31 969	1 543 749	-92 273	209 278	-110 303	14 018 141	-234 545	13 783 596
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3. (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période. (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées									

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>95 753</b>	<b>-76</b>	-	-	-	-	<b>95 753</b>	<b>-76</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>95 753</b>	<b>-76</b>	-	-	-	-	<b>95 753</b>	<b>-76</b>
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	43 719	-3	-	-	-	-	43 719	-3
Réévaluation de juste valeur sur la période	-239	-	-	-	-	-	-239	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	118 150	-60	-	-	-	-	118 150	-60
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-74 192	50	-	-	-	-	-74 192	50
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	7	-	-	-	-	-	7
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>139 472</b>	<b>-79</b>	-	-	-	-	<b>139 472</b>	<b>-79</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	348	-	-	-	-	-	348	-
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>139 820</b>	<b>-79</b>	-	-	-	-	<b>139 820</b>	<b>-79</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3. (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période. (3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)								

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit :

Néant.

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle :

Néant.

## Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>958 337</b>	<b>-5 067</b>	<b>36 592</b>	<b>-1 841</b>	<b>7 182</b>	<b>-512</b>	<b>1 002 111</b>	<b>-7 420</b>	<b>994 691</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-49 837	296	49 837	-365	-	-	-	-69	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-64 532	597	64 532	-771			-	-174	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	14 695	-301	-14 695	406			-	105	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>908 500</b>	<b>-4 771</b>	<b>86 429</b>	<b>-2 206</b>	<b>7 182</b>	<b>-512</b>	<b>1 002 111</b>	<b>-7 489</b>	<b>994 622</b>
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	87 967	1 863	-2 490	-805	726	16	86 203	1 074	
Nouveaux engagements donnés (2)	532 422	-1 500	23 028	-1 217			555 450	-2 717	
Extinction des engagements	-445 109	2 733	-25 520	1 263	-2 670	133	-473 299	4 129	
Passages à perte					-3	-	-3	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		629		-851		-117		-339	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	654	1	2	-	3 399	-	4 055	1	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>996 467</b>	<b>-2 908</b>	<b>83 939</b>	<b>-3 011</b>	<b>7 908</b>	<b>-496</b>	<b>1 088 314</b>	<b>-6 415</b>	<b>1 081 899</b>

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

## — Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>285 567</b>	<b>-1 932</b>	<b>8 445</b>	<b>-1 402</b>	<b>3 059</b>	<b>-2 746</b>	<b>297 071</b>	<b>-6 080</b>	<b>290 991</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-2 717	83	2 717	-207	-	-	-	-124	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-6 597	162	6 597	-531			-	-369	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	3 880	-79	-3 880	324			-	245	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>282 850</b>	<b>-1 849</b>	<b>11 162</b>	<b>-1 609</b>	<b>3 059</b>	<b>-2 746</b>	<b>297 071</b>	<b>-6 204</b>	<b>290 867</b>
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	19 172	1 169	-512	994	818	-692	19 478	1 471	
Nouveaux engagements donnés (2)	49 719	-199	1 606	-141			51 325	-340	
Extinction des engagements	-30 547	225	-2 118	311	-266	259	-32 931	795	
Passages à perte					-80	77	-80	77	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1 143		825		-1 028		940	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-1	1 164	-	1 164	-1	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>302 022</b>	<b>-680</b>	<b>10 650</b>	<b>-615</b>	<b>3 877</b>	<b>-3 438</b>	<b>316 549</b>	<b>-4 733</b>	<b>311 816</b>

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.  
 (2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit.** — L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>97 978</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 379	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	86 599	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	50 379	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>148 357</b>	-	-	-	-	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>41 241</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 674	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	31 567	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	24 717	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>65 958</b>	-	-	-	-	-



— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>139 820</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	139 820	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>14 421 113</b>	-	<b>4 021 411</b>	<b>708 247</b>	<b>5 188 844</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	98 975	-	35 244	5 596	35 351	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	126 647	-	-	93 501	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 783 596	-	4 021 411	614 746	5 188 844	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	98 975	-	35 244	5 596	35 351	-
Titres de dettes	510 870	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 560 933</b>	-	<b>4 021 411</b>	<b>708 247</b>	<b>5 188 844</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	98 975	-	35 244	5 596	35 351	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>95 753</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	95 753	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>14 329 572</b>	-	<b>4 090 933</b>	<b>581 015</b>	<b>5 046 127</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	86 554	-	27 267	5 211	34 932	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	119 604	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 787 381	-	4 090 933	581 015	5 046 127	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	86 554	-	27 267	5 211	34 932	-
Titres de dettes	422 587	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 425 325</b>	-	<b>4 090 933</b>	<b>581 015</b>	<b>5 046 127</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	86 554	-	27 267	5 211	34 932	-

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>311 816</b>	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	439	-	-	-	-	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>1 081 899</b>	-	<b>54 835</b>	<b>39 998</b>	<b>153 290</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	7 412	-	125	534	1 668	-
<b>Total</b>	<b>1 393 715</b>	-	<b>54 835</b>	<b>39 998</b>	<b>153 290</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	7 851	-	125	534	1 668	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>290 991</b>	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	313	-	-	-	-	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>994 691</b>	-	<b>56 340</b>	<b>37 070</b>	<b>134 206</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	6 670	-	22	383	1 408	-
<b>Total</b>	<b>1 285 682</b>	-	<b>56 340</b>	<b>37 070</b>	<b>134 206</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	6 983	-	22	383	1 408	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

**3.1.3. Actifs financiers modifiés.** — Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>313</b>	<b>52</b>	<b>8 618</b>
Valeur comptable brute avant modification	320	60	8 899
Gains ou pertes nets de la modification	-7	-8	-281
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est à néant.

**3.1.4. Concentrations du risque de crédit.** — Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

— Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit :

Les catégories de risques de crédits sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

— Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 460 855	-2 931	240 275	-2 385	-	-	8 695 814
	0,5% < PD ≤ 2%	777 911	-3 082	324 816	-6 794	-	-	1 092 851
	2% < PD ≤ 15%	389 626	-6 716	488 552	-25 957	-	-	845 505
	15% < PD < 100%	-	-	133 137	-16 014	-	-	117 123
	PD = 100%	-	-	-	-	151 307	-72 856	78 451
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>9 628 392</b>	<b>-12 729</b>	<b>1 186 780</b>	<b>-51 150</b>	<b>151 307</b>	<b>-72 856</b>	<b>10 829 744</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 322 463	-4 861	48 775	-1 032	-	-	2 365 345
	0,6% < PD < 12%	951 960	-14 563	244 425	-16 389	-	-	1 165 433
	12% ≤ PD < 100%	-	-	63 769	-23 702	-	-	40 067
	PD = 100%	-	-	-	-	57 971	-37 447	20 524
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>3 274 423</b>	<b>-19 424</b>	<b>356 969</b>	<b>-41 123</b>	<b>57 971</b>	<b>-37 447</b>	<b>3 591 369</b>
<b>Total</b>		<b>12 902 815</b>	<b>-32 153</b>	<b>1 543 749</b>	<b>-92 273</b>	<b>209 278</b>	<b>-110 303</b>	<b>14 421 113</b>

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 450 966	-5 494	158 660	-1 555	-	-	8 602 577
	0,5% < PD ≤ 2%	959 710	-6 112	390 627	-9 586	-	-	1 334 639
	2% < PD ≤ 20%	455 933	-13 123	407 455	-32 898	-	-	817 367
	20% < PD < 100%	-	-	13 483	-2 245	-	-	11 238
	PD = 100%	-	-	-	-	129 456	-63 711	65 745
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>9 866 609</b>	<b>-24 729</b>	<b>970 225</b>	<b>-46 284</b>	<b>129 456</b>	<b>-63 711</b>	<b>10 831 566</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 449 000	-5 794	16 441	-204	-	-	2 459 443
	0,6% < PD < 12%	856 251	-18 112	154 687	-12 721	-	-	980 105
	12% ≤ PD < 100%	-	-	50 452	-12 803	-	-	37 649
	PD = 100%	-	-	-	-	53 501	-32 692	20 809
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>3 305 251</b>	<b>-23 906</b>	<b>221 580</b>	<b>-25 728</b>	<b>53 501</b>	<b>-32 692</b>	<b>3 498 006</b>
<b>Total</b>		<b>13 171 860</b>	<b>-48 635</b>	<b>1 191 805</b>	<b>-72 012</b>	<b>182 957</b>	<b>-96 403</b>	<b>14 329 572</b>

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 15%	-	-	-	-	-	-	-
	15% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	40 000	-	-	-	-	-	40 000
	0,6% < PD < 12%	99 899	-79	-	-	-	-	99 820
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		139 899	-79	-	-	-	-	139 820
Total		139 899	-79	-	-	-	-	139 820

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	95 829	-76	-	-	-	-	95 753
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		95 829	-76	-	-	-	-	95 753
Total		95 829	-76	-	-	-	-	95 753

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	459 348	-201	6 696	-15	-	-	465 828
	0,5% < PD ≤ 2%	57 810	-276	14 138	-109	-	-	71 563
	2% < PD ≤ 15%	32 134	-482	18 576	-376	-	-	49 852
	15% < PD < 100%	-	-	7 010	-606	-	-	6 404
	PD = 100%	-	-	-	-	5 663	-257	5 406
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>549 292</b>	<b>-959</b>	<b>46 420</b>	<b>-1 106</b>	<b>5 663</b>	<b>-257</b>	<b>599 053</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	278 534	-483	12 542	-23	-	-	290 570
	0,6% < PD < 12%	168 641	-1 466	19 046	-587	-	-	185 634
	12% ≤ PD < 100%	-	-	5 931	-1 295	-	-	4 636
	PD = 100%	-	-	-	-	2 245	-239	2 006
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>447 175</b>	<b>-1 949</b>	<b>37 519</b>	<b>-1 905</b>	<b>2 245</b>	<b>-239</b>	<b>482 846</b>
<b>Total</b>		<b>996 467</b>	<b>-2 908</b>	<b>83 939</b>	<b>-3 011</b>	<b>7 908</b>	<b>-496</b>	<b>1 081 899</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	439 192	-361	3 131	-33	-	-	441 929
	0,5% < PD ≤ 2%	58 818	-495	5 373	-66	-	-	63 630
	2% < PD ≤ 20%	47 422	-1 382	10 703	-535	-	-	56 208
	20% < PD < 100%	-	-	287	-17	-	-	270
	PD = 100%	-	-	-	-	4 916	-223	4 693
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>545 432</b>	<b>-2 238</b>	<b>19 494</b>	<b>-651</b>	<b>4 916</b>	<b>-223</b>	<b>566 730</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	295 376	-877	265	-7	-	-	294 757
	0,6% < PD < 12%	117 529	-1 952	15 029	-589	-	-	130 017
	12% ≤ PD < 100%	-	-	1 804	-594	-	-	1 210
	PD = 100%	-	-	-	-	2 266	-289	1 977
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>412 905</b>	<b>-2 829</b>	<b>17 098</b>	<b>-1 190</b>	<b>2 266</b>	<b>-289</b>	<b>427 961</b>
<b>Total</b>		<b>958 337</b>	<b>-5 067</b>	<b>36 592</b>	<b>-1 841</b>	<b>7 182</b>	<b>-512</b>	<b>994 691</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 283	-13	424	-4	-	-	11 690
	0,5% < PD ≤ 2%	4 022	-15	726	-12	-	-	4 721
	2% < PD ≤ 15%	1 483	-37	2 205	-118	-	-	3 533
	15% < PD < 100%	-	-	1 020	-96	-	-	924
	PD = 100%	-	-	-	-	911	-820	91
Total Clientèle de détail		16 788	-65	4 375	-230	911	-820	20 959
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	246 972	-127	558	-1	-	-	247 402
	0,6% < PD < 12%	38 262	-488	3 015	-96	-	-	40 693
	12% ≤ PD < 100%	-	-	2 702	-288	-	-	2 414
	PD = 100%	-	-	-	-	2 966	-2 618	348
Total Hors clientèle de détail		285 234	-615	6 275	-385	2 966	-2 618	290 857
Total		302 022	-680	10 650	-615	3 877	-3 438	311 816

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au pas sif du bilan.

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au pas sif du bilan.

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	14 992	-29	162	-16	-	-	15 109
	0,5% < PD ≤ 2%	4 186	-60	276	-7	-	-	4 395
	2% < PD ≤ 20%	3 118	-126	1 186	-181	-	-	3 997
	20% < PD < 100%	-	-	33	-5	-	-	28
	PD = 100%	-	-	-	-	2 290	-2 237	53
Total Clientèle de détail		22 296	-215	1 657	-209	2 290	-2 237	23 582
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	214 470	-171	2	-	-	-	214 301
	0,6% < PD < 12%	48 801	-1 546	5 165	-502	-	-	51 918
	12% ≤ PD < 100%	-	-	1 621	-691	-	-	930
	PD = 100%	-	-	-	-	769	-509	260
Total Hors clientèle de détail		263 271	-1 717	6 788	-1 193	769	-509	267 409
Total		285 567	-1 932	8 445	-1 402	3 059	-2 746	290 991

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Néant.

— Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	610 064	-526	4 770	-39	-	-	614 834	645 499	-457	1 736	-18	130	-3	647 365
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	414 351	-136	-	-	-	-	414 351	373 266	-128	-	-	-	-	373 266
Grandes entreprises	2 250 008	-18 762	352 199	-41 084	57 971	-37 447	2 660 178	2 286 486	-23 321	219 844	-25 710	53 371	-32 689	2 559 701
Clientèle de détail	9 628 392	-12 729	1 186 780	-51 150	151 307	-72 856	10 966 479	9 866 609	-24 729	970 225	-46 284	129 456	-63 711	10 966 290
Total	12 902 815	-32 153	1 543 749	-92 273	209 278	-110 303	14 655 842	13 171 860	-48 635	1 191 805	-72 012	182 957	-96 403	14 546 622

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	1 121	-1	-	-	-	-	1 121	955	-1	-	-	-	-	955
Etablissements de crédit	700	-1	-	-	-	-	700	607	-1	-	-	-	-	607
Grandes entreprises	137 999	-77	-	-	-	-	137 999	94 191	-74	-	-	-	-	94 191
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	139 820	-79	-	-	-	-	139 820	95 753	-76	-	-	-	-	95 753

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)		31/12/2025	31/12/2024
Administration générale		13 415	16 392
Grandes entreprises		1 873 878	1 842 606
Clientèle de détail		4 524 101	4 215 014
Total Dettes envers la clientèle		6 411 394	6 074 012



— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions s sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	31 776	-24	-	-	-	-	31 776	14 191	-32	-	-	-	-	14 191
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	415 399	-1 925	37 519	-1 905	2 245	-239	455 163	398 714	-2 797	17 098	-1 190	2 266	-289	418 078
Clientèle de détail	549 292	-959	46 420	-1 106	5 663	-257	601 375	545 432	-2 238	19 494	-651	4 916	-223	569 842
Total	996 467	-2 908	83 939	-3 011	7 908	-496	1 088 314	958 337	-5 067	36 592	-1 841	7 182	-512	1 002 111

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Provisions sur engagemen ts (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagemen s soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagemen ts soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	28	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	285 206	-615	6 275	-385	2 966	-2 618	294 447	263 271	-1 717	6 788	-1 193	769	-509	270 828
Clientèle de détail	16 788	-65	4 375	-230	911	-820	22 074	22 296	-215	1 657	-209	2 290	-2 237	26 243
Total	302 022	-680	10 650	-615	3 877	-3 438	316 549	285 567	-1 932	8 445	-1 402	3 059	-2 746	297 071

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	12 859 333	1 538 330	208 888	14 606 551	13 125 029	1 189 662	182 593	14 497 284
Autres pays de l'Union européenne	18 170	1 229	1	19 400	18 836	339	4	19 179
Autres pays d'Europe	10 471	3 082	2	13 555	12 911	1 111	-	14 022
Amérique du Nord	4 178	280	169	4 627	4 093	3	190	4 286
Amériques centrale et du Sud	581	93	-	674	631	104	1	736
Afrique et Moyen-Orient	4 891	317	-	5 208	4 515	494	6	5 015
Asie et Océanie (hors Japon)	5 160	418	218	5 796	5 604	92	163	5 859
Japon	31	-	-	31	241	-	-	241
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-32 153	-92 273	-110 303	-234 729	-48 635	-72 012	-96 403	-217 050
Total	12 870 662	1 451 476	98 975	14 421 113	13 123 225	1 119 793	86 554	14 329 572

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	76 506	-	-	76 506	25 337	-	-	25 337
Autres pays de l'Union européenne	56 161	-	-	56 161	64 046	-	-	64 046
Autres pays d'Europe	6 032	-	-	6 032	5 415	-	-	5 415
Amérique du Nord	1 121	-	-	1 121	955	-	-	955
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>139 820</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 820</b>	<b>95 753</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>95 753</b>

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	6 368 326	6 032 077
Autres pays de l'Union européenne	11 163	10 397
Autres pays d'Europe	13 864	13 592
Amérique du Nord	6 721	7 099
Amériques centrale et du Sud	1 878	2 132
Afrique et Moyen-Orient	7 560	6 403
Asie et Océanie (hors Japon)	1 858	1 952
Japon	24	360
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>6 411 394</b>	<b>6 074 012</b>

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	995 960	83 931	7 908	1 087 799	957 834	36 582	7 182	1 001 598
Autres pays de l'Union européenne	298	5	-	303	34	5	-	39
Autres pays d'Europe	30	2	-	32	22	1	-	23
Amérique du Nord	127	-	-	127	305	2	-	307
Amériques centrale et du Sud	2	-	-	2	1	1	-	2
Afrique et Moyen-Orient	46	1	-	47	83	-	-	83
Asie et Océanie (hors Japon)	4	-	-	4	58	1	-	59
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-2 908	-3 011	-496	-6 415	-5 067	-1 841	-512	-7 420

Total	993 559	80 928	7 412	1 081 899	953 270	34 751	6 670	994 691
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.								

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	302 022	10 650	3 877	316 549	285 567	8 445	3 059	297 071
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-680	-615	-3 438	-4 733	-1 932	-1 402	-2 746	-6 080
<b>Total</b>	<b>301 342</b>	<b>10 035</b>	<b>439</b>	<b>311 816</b>	<b>283 635</b>	<b>7 043</b>	<b>313</b>	<b>290 991</b>
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.								

### 3.1.5. Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>24 328</b>	<b>353</b>	-	<b>24 681</b>	<b>7 382</b>	-	<b>6 062</b>	<b>6 115</b>	<b>43 738</b>
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	7 916	60	-	2 420	1 749	-	1 920	2 264	10 636
Clientèle de détail	16 412	293	-	22 261	5 633	-	4 142	3 851	33 102
<b>Total</b>	<b>24 328</b>	<b>353</b>	-	<b>24 681</b>	<b>7 382</b>	-	<b>6 062</b>	<b>6 115</b>	<b>43 738</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>29 506</b>	<b>1 169</b>	<b>-</b>	<b>19 577</b>	<b>7 637</b>	<b>-</b>	<b>4 390</b>	<b>4 358</b>	<b>40 774</b>
Administration générale	101	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	5 098	549	-	2 333	1 267	-	1 555	1 534	10 488
Clientèle de détail	24 307	620	-	17 244	6 370	-	2 835	2 824	30 286
<b>Total</b>	<b>29 506</b>	<b>1 169</b>	<b>-</b>	<b>19 577</b>	<b>7 637</b>	<b>-</b>	<b>4 390</b>	<b>4 358</b>	<b>40 774</b>

**3.2. Expositions au risque souverain.** — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2025 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
France	-	-	-	84 527	84 527	2 424	86 951
<b>Total</b>	-	-	-	<b>84 527</b>	<b>84 527</b>	<b>2 424</b>	<b>86 951</b>

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
France	-	-	-	88 664	88 664	-	88 664
<b>Total</b>	-	-	-	<b>88 664</b>	<b>88 664</b>	-	<b>88 664</b>

**3.3. Risque de marché.** — (Cf. Rapport de gestion**Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle**

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	436	7 828	42 115	50 379
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	436	7 828	42 115	50 379
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	436	7 828	42 115	50 379

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 066	7 066	16 585	24 717
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	1 066	7 066	16 585	24 717
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	1 066	7 066	16 585	24 717

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 119	17 517	23 741	42 377
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	1 119	17 517	23 741	42 377
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	1 119	17 517	23 741	42 377

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	886	20 823	57 772	79 481
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	886	20 823	57 772	79 481
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	886	20 823	57 772	79 481

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4	174	11 003	11 181
Instruments de devises et or	69	-	-	69
Autres instruments	49	-	14	63
<b>Sous-total</b>	<b>122</b>	<b>174</b>	<b>11 017</b>	<b>11 313</b>
Opérations de change à terme	66	-	-	66
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>188</b>	<b>174</b>	<b>11 017</b>	<b>11 379</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	909	315	8 266	9 490
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	58	-	61	119
<b>Sous-total</b>	<b>967</b>	<b>315</b>	<b>8 327</b>	<b>9 609</b>
Opérations de change à terme	65	-	-	65
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>1 032</b>	<b>315</b>	<b>8 327</b>	<b>9 674</b>

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4	363	10 698	11 065
Instruments de devises et or	69	-	-	69
Autres instruments	111	-	-	111
<b>Sous-total</b>	<b>184</b>	<b>363</b>	<b>10 698</b>	<b>11 245</b>
Opérations de change à terme	57	-	-	57
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>241</b>	<b>363</b>	<b>10 698</b>	<b>11 302</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	478	499	7 955	8 932
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	181	-	-	181
<b>Sous-total</b>	<b>659</b>	<b>499</b>	<b>7 955</b>	<b>9 113</b>
Opérations de change à terme	59	-	-	59
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>718</b>	<b>499</b>	<b>7 955</b>	<b>9 172</b>

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	3 328 650	3 253 826
Instruments de devises et or	1 474	-
Autres instruments	1 765	1 107
<b>Sous-total</b>	<b>3 331 889</b>	<b>3 254 933</b>
Opérations de change à terme	4 686	6 336
<b>Total Notionnels</b>	<b>3 336 575</b>	<b>3 261 269</b>

Risque de change. — Néant.

### 3.4. Risque de liquidité et de financement. — (Cf. Rapport de gestion)

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	423 592	82 124	1 531 813	151 957	213	2 189 699
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	779 604	1 240 147	4 474 626	7 512 352	11 412	14 018 141
<b>Total</b>	<b>1 203 196</b>	<b>1 322 271</b>	<b>6 006 439</b>	<b>7 664 309</b>	<b>11 625</b>	<b>16 207 840</b>
Dépréciations						-234 545
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>15 973 295</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	571 844	53 215	1 654 917	188 320	193	2 468 489
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	792 373	1 232 797	4 481 013	7 488 589	9 496	14 004 268
<b>Total</b>	<b>1 364 217</b>	<b>1 286 012</b>	<b>6 135 930</b>	<b>7 676 909</b>	<b>9 689</b>	<b>16 472 757</b>
Dépréciations						-216 887
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>16 255 870</b>

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	697 259	2 043 687	4 384 860	2 075 426	18	9 201 250
Dettes envers la clientèle	4 892 688	381 966	918 436	218 200	104	6 411 394
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>5 589 947</b>	<b>2 425 653</b>	<b>5 303 296</b>	<b>2 293 626</b>	<b>122</b>	<b>15 612 644</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	754 702	2 416 473	4 581 742	1 997 724	83	9 750 724
Dettes envers la clientèle	4 640 775	433 060	791 992	208 073	112	6 074 012
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>5 395 477</b>	<b>2 849 533</b>	<b>5 373 734</b>	<b>2 205 797</b>	<b>195</b>	<b>15 824 736</b>

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre :</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	34	2 250	-	-	2 284
Emprunts obligataires	147	-	-	39 509	-	39 656
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>147</b>	<b>34</b>	<b>2 250</b>	<b>39 509</b>	<b>-</b>	<b>41 940</b>
<b>Dettes subordonnées :</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-1	1	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre :</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	36	2 400	-	-	2 436
Emprunts obligataires	226	-	-	42 859	-	43 085
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>226</b>	<b>36</b>	<b>2 400</b>	<b>42 859</b>	<b>-</b>	<b>45 521</b>
<b>Dettes subordonnées :</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-1	1	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>



**Garanties financières en risque données par maturité attendue.**

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	233	-	-	-	233

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

**3.5. Comptabilité de couverture.** — (Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

**Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

**Couverture de flux de trésorerie**

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

**Couverture d'un investissement net en devise**

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	50 379	42 377	2 923 273	24 717	79 481	2 852 352
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>50 379</b>	<b>42 377</b>	<b>2 923 273</b>	<b>24 717</b>	<b>79 481</b>	<b>2 852 352</b>

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivés détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de la portion couverte initialement.

Au 31 décembre 2025, le *mark-to-market* des dérivés de couverture ayant été déqualifiés suite à cet arrêté ministériel s'élève à 0 milliers d'euros contre 431 milliers d'euros au 31 décembre 2024. L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève au 31 décembre 2025 à -431 milliers d'euros contre +1 302 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	160 966	979 918	1 782 389	2 923 273
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	160 966	979 918	1 782 389	2 923 273
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	160 966	979 918	1 782 389	2 923 273

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	236 025	822 752	1 793 575	2 852 352
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	236 025	822 752	1 793 575	2 852 352
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	236 025	822 752	1 793 575	2 852 352

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur :

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	7 681	11 054	9 577	403 273	6 465	11 549	-3 553	362 796
Taux d'intérêt	7 681	11 054	9 577	403 273	6 465	11 549	-3 553	362 796
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	7 681	11 054	9 577	403 273	6 465	11 549	-3 553	362 796
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	42 698	31 323	63 872	2 520 000	18 252	67 932	-42 825	2 489 556
Total couverture de juste valeur	50 379	42 377	73 449	2 923 273	24 717	79 481	-46 378	2 852 352

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	47 809	-677		-1 089	45 706	412		-794
Taux d'intérêt	47 809	-677		-1 089	45 706	412		-794
Change	-	-		-	-	-		-
Autres	-	-		-	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	337 411	-6 822	-	-8 534	294 157	1 728	-	4 299
Taux d'intérêt	337 411	-6 822	-	-8 534	294 157	1 728	-	4 299
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>385 220</b>	<b>-7 499</b>	<b>-</b>	<b>-9 623</b>	<b>339 863</b>	<b>2 140</b>	<b>-</b>	<b>3 505</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	12 090	-	-	-	25 152	-	-	-
Taux d'intérêt	12 090	-	-	-	25 152	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>12 090</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25 152</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	113 233	-	145 699	-139
<b>Total - Actifs</b>	<b>113 233</b>	<b>-</b>	<b>145 699</b>	<b>-139</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 365 906	-	2 364 513	-41
<b>Total - Passifs</b>	<b>2 365 906</b>	<b>-</b>	<b>2 364 513</b>	<b>-41</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	73 449	-72 900	549	-46 378	46 206	-172
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	73 449	-72 900	549	-46 378	46 206	-172

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

— Instruments dérivés de couverture : Néant.

— Impacts de la comptabilité de couverture : Néant.

3.6. Risques opérationnels. — (Cf. Rapport de gestion)

3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires. — Conformément au règlement européen (UE) 575/20133 (CRR), La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/364 et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

- Les fonds propres sont répartis en trois catégories :
- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
  - les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
  - les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, de l'*Additional Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation «conglomérat financier».

En 2025 comme en 2024 et selon la réglementation en vigueur, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a respecté les exigences réglementaires.

<sup>3</sup> Tel que supplémen-té et amén-dé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

<sup>4</sup> Telle que supplémen-tée et amén-dée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019 et de la directive (UE) 2024/1619 de juin 2024.

#### 4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

##### 4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	409 658	404 702
Opérations avec les établissements de crédit	7 165	7 910
Opérations internes au Crédit Agricole	66 009	85 524
Opérations avec la clientèle	326 530	306 265
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	9 954	5 003
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 526	2 548
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	3 526	2 548
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	65 650	93 573
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2) (3)</b>	<b>478 834</b>	<b>500 823</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-307 858	-340 341
Opérations avec les établissements de crédit	-3 417	-4 361
Opérations internes au Crédit Agricole	-235 514	-259 489
Opérations avec la clientèle	-67 851	-74 792
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-1 075	-1 699
Dettes subordonnées	-1	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-75 348	-60 975
Autres intérêts et charges assimilées	-74	-163
<b>Charges d'intérêts (3)</b>	<b>-383 280</b>	<b>-401 479</b>
(1) dont 3 211 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 3 106 milliers d'euros au 31 décembre 2024.		
(2) dont 8 040 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 7 198 milliers d'euros au 31 décembre 2024. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]		

##### 4.2. Produits et charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	534	-146	388	477	-120	357
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 747	-2 779	-32	19 422	-25 756	-6 334
Sur opérations avec la clientèle	7 194	-1 119	6 075	7 122	-539	6 583
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	120	-	120	137	-	137
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	155	-	155	42	-	42
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	169 652	-17 542	152 110	167 284	-13 352	153 932
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	1 969	-102	1 867	2 110	-97	2 013
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>182 371</b>	<b>-21 688</b>	<b>160 683</b>	<b>196 594</b>	<b>-39 864</b>	<b>156 730</b>

**4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	621	677
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	127	-698
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	645	322
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	7 873	7 328
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	400	463
Résultat de la comptabilité de couverture	547	-172
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>10 213</b>	<b>7 920</b>
<i>(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).</i>		

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>24 052</b>	<b>-24 100</b>	<b>-48</b>	<b>25 259</b>	<b>-25 306</b>	<b>-47</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	6 099	-15 723	-9 624	14 852	-11 347	3 505
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	17 953	-8 377	9 576	10 407	-13 959	-3 552
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>159 007</b>	<b>-158 412</b>	<b>595</b>	<b>157 473</b>	<b>-157 598</b>	<b>-125</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	47 865	-111 142	-63 277	100 087	-57 386	42 701
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	111 142	-47 270	63 872	57 386	-100 212	-42 826
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>183 059</b>	<b>-182 512</b>	<b>547</b>	<b>182 732</b>	<b>-182 904</b>	<b>-172</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-84	-1 103
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	61 624	59 359
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>61 540</b>	<b>58 256</b>
<i>(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».</i>		

**4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti. — Néant.**

**4.6. Produits (charges) nets des autres activités :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-681	-491
Autres produits (charges) nets	11 024	10 058
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>10 343</b>	<b>9 567</b>

**4.7. Charges générales d'exploitation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-154 475	-148 710
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-3 843	-3 696
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-69 940	-72 071
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-228 258</b>	<b>-224 477</b>
<i>(1) Dont 8 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

**Honoraires des commissaires aux comptes.**

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres

(En milliers d'Euros hors taxes)	KPMG		Forvis Mazars		EY		Autres		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>82</b>		-	<b>95</b>		<b>24</b>	
Emetteur	82	82	82		-	84			
Filiales intégrées globalement	-		-		12	11	24	24	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>		-	<b>7</b>			
Emetteur	7	7	6		-	7			
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-			
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>88</b>		<b>12</b>	<b>102</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>213</b>

**4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-12 086</b>	<b>-12 093</b>
Immobilisations corporelles (1)	-12 085	-12 085
Immobilisations incorporelles	-1	-8
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Immobilisations corporelles (2)	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-12 086</b>	<b>-12 093</b>

**4.9. Coût du risque :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-755</b>	<b>-6 296</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>19 888</b>	<b>-910</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-4	-38
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	16 482	-1 015
Engagements par signature	3 410	143
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-20 643</b>	<b>-5 386</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-20 261	-4 962
Engagements par signature	-382	-424
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>-20 210</b>	<b>-10 826</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-19 457	-10 213
Engagements par signature	-753	-613
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>-19</b>	<b>44</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>1 035</b>	<b>-383</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-19 949</b>	<b>-17 461</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 246	-770
Récupérations sur prêts et créances	221	280
comptabilisés au coût amorti	221	280
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-296	-107
Pertes sur engagements par signature	-99	-74
Autres pertes	-29	-11
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>-21 398</b>	<b>-18 143</b>

**4.10. Gains ou pertes nets sur autres actifs :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>243</b>	<b>147</b>
Plus-values de cession	402	180
Moins-values de cession	-159	-33
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>243</b>	<b>147</b>



4.11. Impôts :

— Charge d'impôt :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant (1) (2)	-10 524	-8 101
Charge d'impôt différé	4 631	3 898
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-5 893</b>	<b>-4 203</b>
<i>(1) Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – GloBe s'élève à 0 d'euros en 2025</i>		
<i>(2) Dont 1 558 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).</i>		

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 558 milliers d'euros.

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :

— Au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	76 834	25,83%	-19 846
Effet des différences permanentes		3,70%	-2 846
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,00%	-
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	-
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		(1,81)%	1 393
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>7,67%</b>	<b>-5 893</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

— Au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	77 251	25,83%	-19 954
Effet des différences permanentes		3,45%	-2 663
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,00%	-
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	-
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		(4,98)%	3 847
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>5,44%</b>	<b>-4 203</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

#### 4.12. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>927</b>	<b>2 633</b>
Ecart de réévaluation de la période	839	1 492
Transferts en résultat	84	1 103
Autres variations	4	38
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-239</b>	<b>-680</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>688</b>	<b>1 953</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
<b>Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi</b>	<b>1 206</b>	<b>122</b>
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>248 354</b>	<b>137 439</b>
Ecart de réévaluation de la période	248 354	137 509
Transferts en réserves	-	-70
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-7 937</b>	<b>-4 241</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>241 623</b>	<b>133 320</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>242 311</b>	<b>135 273</b>
Dont part du Groupe	242 311	135 273
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

**5. – Informations sectorielles.****Définition des secteurs opérationnels.**

Du fait de l'organisation interne du Crédit Agricole, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a comme seul secteur d'activité la « Banque de proximité en France ».

**6. – Notes relatives au bilan.****6.1. Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	46 981	-	57 800	-
Banques centrales	8 059	-	11 037	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>55 040</b>	<b>-</b>	<b>68 837</b>	<b>-</b>

**6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :**

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 379	9 674
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	138 769	83 556
Instruments de capitaux propres	2 400	1 755
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	136 369	81 801
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>150 148</b>	<b>93 230</b>
Dont Titres prêtés	-	-

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 302	9 172
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 302</b>	<b>9 172</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

Néant.

**6.3. Instruments dérivés de couverture.** — L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	139 820	39 092	-38 212	95 753	38 162	-38 210
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 889 141	784 949	-7 921	1 623 710	538 978	-10 303
<b>Total</b>	<b>2 028 961</b>	<b>824 041</b>	<b>-46 133</b>	<b>1 719 463</b>	<b>577 140</b>	<b>-48 513</b>

— Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	139 820	39 092	-38 212	95 753	38 162	-38 210
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>139 820</b>	<b>39 092</b>	<b>-38 212</b>	<b>95 753</b>	<b>38 162</b>	<b>-38 210</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>139 820</b>	<b>39 092</b>	<b>-38 212</b>	<b>95 753</b>	<b>38 162</b>	<b>-38 210</b>
Impôts sur les bénéfices		-10 097	9 870		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		<b>28 995</b>	<b>-28 342</b>		<b>38 162</b>	<b>-38 210</b>

**Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables**

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	9 000	-	-3 627	8 518	-	-3 627
Titres de participation non consolidés	1 880 141	784 949	-4 294	1 615 192	538 978	-6 676
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 889 141</b>	<b>784 949</b>	<b>-7 921</b>	<b>1 623 710</b>	<b>538 978</b>	<b>-10 303</b>
Impôts sur les bénéfices		-23 464	-		-15 839	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>761 485</b>	<b>-7 921</b>		<b>523 139</b>	<b>-10 303</b>

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	229	80	-10
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>229</b>	<b>80</b>	<b>-10</b>
Impôts sur les bénéfices		-	-		-2	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>		<b>78</b>	<b>-10</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

**6.5. Actifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 189 699	2 468 489
Prêts et créances sur la clientèle	13 783 596	13 787 381
Titres de dettes	510 870	422 587
<b>Valeur au bilan</b>	<b>16 484 165</b>	<b>16 678 457</b>

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et prêts	33 146	18 312
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	32 859	17 978
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	93 501	101 292
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>126 647</b>	<b>119 604</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>126 647</b>	<b>119 604</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires	365 772	527 354
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	1 697 280	1 821 531
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>2 063 052</b>	<b>2 348 885</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 189 699</b>	<b>2 468 489</b>

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Opérations avec la clientèle :</b>		
Créances commerciales	12 680	9 768
Autres concours à la clientèle	13 974 785	13 965 479
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	359	359
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	11 628	9 621
Comptes ordinaires débiteurs	18 689	19 041
<b>Valeur brute</b>	<b>14 018 141</b>	<b>14 004 268</b>
Dépréciations	-234 545	-216 887
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>13 783 596</b>	<b>13 787 381</b>
<b>Opérations de location-financement :</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>13 783 596</b>	<b>13 787 381</b>

— Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	84 557	88 689
Obligations et autres titres à revenu fixe	426 497	334 061
<b>Total</b>	<b>511 054</b>	<b>422 750</b>
Dépréciations	-184	-163
<b>Valeur au bilan</b>	<b>510 870</b>	<b>422 587</b>

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue :

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	135 991	42 558	93 433	-	136 408	133 089	39 656	93 433	-	132 866	3 542
Titres de dettes	93 433	-	93 433	-	93 433	93 433	-	93 433	-	93 433	-
Prêts et créances	42 558	42 558	-	-	42 975	39 656	39 656	-	-	39 433	3 542
<b>Total Actifs financiers</b>	135 991	42 558	93 433	-	136 408	133 089	39 656	93 433	-	132 866	3 542
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total actifs transférés</b>	135 991	42 558	93 433	-	136 408	133 089	39 656	93 433	-	132 866	3 542

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Nature des actifs transférés  (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	149 142	47 923	101 219	-	149 075	144 304	43 085	101 219	-	143 982	5 093
Titres de dettes	101 219	-	101 219	-	101 219	101 219	-	101 219	-	101 219	-
Prêts et créances	47 923	47 923	-	-	47 856	43 085	43 085	-	-	42 763	5 093
Total Actifs financiers	149 142	47 923	101 219	-	149 075	144 304	43 085	101 219	-	143 982	5 093
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés	149 142	47 923	101 219	-	149 075	144 304	43 085	101 219	-	143 982	5 093

**Titrisations.** — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025.**

Au titre de l'exercice, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024**

Au titre de l'exercice, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

**6.7. Passifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	9 201 250	9 750 724
Dettes envers la clientèle	6 411 394	6 074 012
Dettes représentées par un titre	41 940	45 521
Valeur au bilan	15 654 584	15 870 257

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et emprunts	17 957	79 274
dont comptes ordinaires créditeurs	17 341	78 945
dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	93 433	101 219
<b>Total</b>	<b>111 390</b>	<b>180 493</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	1	1
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	9 089 859	9 570 230
<b>Total</b>	<b>9 089 860</b>	<b>9 570 231</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 201 250</b>	<b>9 750 724</b>

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	4 098 427	3 947 803
Comptes d'épargne à régime spécial	50 171	51 328
Autres dettes envers la clientèle	2 262 796	2 074 881
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 411 394</b>	<b>6 074 012</b>

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	2 284	2 436
Emprunts obligataires	39 656	43 085
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>41 940</b>	<b>45 521</b>

## 6.8. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers  (En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie		
Dérivés	61 756	-	61 756	-	-	61 756
Prises en pension de titres	93 501	-	93 501	-	-	93 501
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	155 257	-	155 257	-	-	155 257



Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie				
Dérivés	34 391	-	34 391	24 445	-	9 946
Prises en pension de titres	101 292	-	101 292	101 219	73	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>135 683</b>	<b>-</b>	<b>135 683</b>	<b>125 664</b>	<b>73</b>	<b>9 946</b>

— Compensation – Passifs financiers :

Nature des instruments financiers  (En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie				
Dérivés	53 679	-	53 679	-	-	53 679
Mises en pension de titres	93 433	-	93 433	-	-	93 433
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>147 112</b>	<b>-</b>	<b>147 112</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>147 112</b>

Nature des instruments financiers  (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie				
Dérivés	88 653	-	88 653	24 445	55 756	8 452
Mises en pension de titres	101 219	-	101 219	101 219	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>189 872</b>	<b>-</b>	<b>189 872</b>	<b>125 664</b>	<b>55 756</b>	<b>8 452</b>

#### 6.9. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	15	3 170
Impôts différés	37 986	41 566
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>38 001</b>	<b>44 736</b>
Impôts courants	-	-
Impôts différés	12	12
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>12</b>	<b>12</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>60 993</b>	-	<b>58 079</b>	-
Charges à payer non déductibles	94	-	91	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	44 709	-	42 962	-
Autres différences temporaires	16 188	2 462	15 023	2 342
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-23 892</b>	-	<b>-15 681</b>	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-23 892	31 897	-16 024	16 189
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	204	343	199
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>885</b>	<b>12</b>	<b>-832</b>	<b>12</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>37 986</b>	<b>12</b>	<b>41 566</b>	<b>12</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

#### 6.10. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>132 742</b>	<b>175 272</b>
Comptes de stocks et emplois divers	13	13
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	132 683	175 242
Comptes de règlements	46	17
Capital souscrit non versé	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>98 106</b>	<b>95 553</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	34 518	25 704
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	3
Produits à recevoir	60 037	58 739
Charges constatées d'avance	1 238	1 369
Autres comptes de régularisation	2 313	9 738
<b>Valeur au bilan</b>	<b>230 848</b>	<b>270 825</b>
<i>(1) Dont 3 203 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 3 203 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.13).</i>		

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>142 272</b>	<b>121 200</b>
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	118 573	99 660
Versements restant à effectuer sur titres	21 292	19 385
Dettes locatives	2 407	2 155
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>143 197</b>	<b>131 517</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	14 035	14 033
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	7	-
Produits constatés d'avance	84 879	75 323
Charges à payer	44 141	42 030
Autres comptes de régularisation	135	131
<b>Valeur au bilan</b>	<b>285 469</b>	<b>252 717</b>
(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.		
(2) Les montants sont indiqués en net.		

**6.11. Immeubles de placement.** — Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	32 174	-	27 959	-	-	-	60 133
Amortissements et dépréciations	-4 557	-	-1 067	78	-	-	-5 546
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>27 617</b>	<b>-</b>	<b>26 892</b>	<b>78</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 587</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	24 228	-	7 946	-	-	-	32 174
Amortissements et dépréciations	-3 868	-	-772	83	-	-	-4 557
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>20 360</b>	<b>-</b>	<b>7 174</b>	<b>83</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27 617</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

#### Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s'élève à 61 019 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 33 060 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	-
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	61 019
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>	<b>61 019</b>	<b>33 060</b>

**6.12. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)**

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation :</b>							
Valeur brute	308 382	-	8 293	-17 576	-	-	299 098
Amortissements et dépréciations	-162 530	-	-12 085	1 822	-	-	-172 793
<b>Valeur au bilan</b>	<b>145 852</b>	<b>-</b>	<b>-3 792</b>	<b>-15 754</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>126 305</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>							
Valeur brute	14 822	-	-	-12	-	-	14 810
Amortissements et dépréciations	-10 579	-	-1	3	-	-	-10 577
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 243</b>	<b>-</b>	<b>-1</b>	<b>-9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 233</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation :</b>							
Valeur brute	292 033	-	18 277	-1 928	-	-	308 382
Amortissements et dépréciations	-151 643	-	-12 070	1 183	-	-	-162 530
<b>Valeur au bilan</b>	<b>140 390</b>	<b>-</b>	<b>6 207</b>	<b>-745</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>145 852</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>							
Valeur brute	14 822	-	-	-	-	-	14 822
Amortissements et dépréciations	-10 571	-	-8	-	-	-	-10 579
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 251</b>	<b>-</b>	<b>-8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 243</b>

**6.13. Provisions :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne-logement	4 110	-	21	-	-922	-	-	3 209
Risques d'exécution des engagements par signature	13 500	-	32 481	-77	-34 756	-	-	11 148
Risques opérationnels	11	-	-	-	-	-	-	11
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 981	-	232	-3	-102	-	-1 347	1 764
Litiges divers	3 522	-	588	-614	-1 462	-	-	2 031
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	6 902	-	2 650	-1 032	-16	-	-	8 506
<b>Total</b>	<b>31 026</b>	<b>-</b>	<b>35 972</b>	<b>-1 726</b>	<b>-37 258</b>	<b>-</b>	<b>-1 347</b>	<b>26 669</b>

(1) Dont 1 270 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	5 896	-	11	-	-1 797	-	-	4 110
Risques d'exécution des engagements par signature	12 694	-	38 129	-86	-37 235	-	-	13 500
Risques opérationnels	424	-	-	-208	-205	-	-	11
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 173	-	132	-	-37	-	-287	2 981
Litiges divers	2 812	-	1 108	-47	-351	-	-	3 522
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	5 555	-	2 873	-1 180	-346	-	-	6 902
<b>Total</b>	<b>30 554</b>	<b>-</b>	<b>42 253</b>	<b>-1 521</b>	<b>-39 971</b>	<b>-</b>	<b>-287</b>	<b>31 026</b>

(1) Dont 1 281 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

#### Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	91 871	68 759
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	132 961	314 155
Ancienneté de plus de 10 ans	1 561 159	1 604 641
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 785 990</b>	<b>1 987 555</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>327 990</b>	<b>284 771</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargné-logement</b>	<b>2 113 980</b>	<b>2 272 326</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	20 822	14 967
Comptes épargne-logement	9 190	9 670
<b>Total encours de crédit octroyés au titre des contrats épargné-logement</b>	<b>30 012</b>	<b>24 637</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	136	225
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	396	560
Ancienneté de plus de 10 ans	2 574	3 169
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>3 105</b>	<b>3 954</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>104</b>	<b>156</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>3 209</b>	<b>4 110</b>

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

#### **Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique**

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 3 203 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 3 203 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

#### **6.14. Dettes subordonnées. — Néant.**

#### **6.15. Capitaux propres.**

##### **Composition du capital au 31 décembre 2025**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025	% du capital	% des droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>873 987</b>	-	-	<b>873 987</b>	<b>25,00%</b>	<b>0%</b>
Dont part du Public	-	-	-	-		
Dont part SACAM Mutualisation	873 987	-	-	873 987	25,00%	
<b>Parts sociales</b>	<b>2 621 961</b>	-	-	<b>2 621 961</b>	<b>75,00%</b>	<b>100,00%</b>
Dont 61 Caisses Locales	2 620 758	-	-	2 620 758	74,96%	
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	180	-	-	180	0,01%	
Dont SACAM Mutualisation	1	-	-	1	0,00%	
Dont Autres	1 022	-	-	1 022	0,03%	
<b>Total</b>	<b>3 495 948</b>	-	-	<b>3 495 948</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est de 53 313 milliers d'euros.

Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 25 mars 2026 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,8159 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2022	7,29	0,419
2023	6,299	0,579
2024	6,272	0,732
Prévu 2025	6,2511	0,8159

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 8 855 milliers d'euros en 2025 contre 8 958 milliers d'euros en 2024.

**Affectation du résultat et fixation du dividende 2025.**

(Projet soumis à l'approbation de l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, décide, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se soldant par un bénéfice de 72 845 503,25€ :

<b>Total à affecter :</b>	<b>72 845 503,25 €</b>
Réserve spéciale œuvres d'art la somme de :	11 560,00 €
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés pour un montant de : Soit un dividende de 6,251137€ (montant arrondi) net par titre	5 463 412,74 €
Rémunération des parts sociales pour un montant de Soit un intérêt de 0,815875€ par part Ce qui correspond à un taux de 5,35%	2 139 192,43 €
Affectation du solde des excédents, soit : 65 231 338,08 €	
- pour ¼ à la réserve légale :	48 923 503,56 €
- pour ¼ à la réserve statutaire :	16 307 834,52 €

Les intérêts aux parts sociales et dividendes seront payables à compter du 26 mars 2026.

En application de la loi 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 et de la loi 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026, les intérêts des parts sociales seront soumis de plein droit au prélèvement forfaitaire unique de 31,4 % dont 18,6 % de prélèvements sociaux. Par dérogation à l'application du prélèvement forfaitaire unique, les intérêts pourront, sur option du contribuable, être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, en respectant certaines conditions.

**6.16. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle.** — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	55 040	-	-	-	-	55 040
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	93	95	174	11 017	138 769	150 148
Instruments dérivés de couverture	-	436	7 828	42 115	-	50 379
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	40 000	1 976	37 682	60 162	1 889 141	2 028 961
Actifs financiers au coût amorti	1 212 835	1 297 422	6 064 382	7 898 068	11 458	16 484 165
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-26 767					-26 767
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 281 201</b>	<b>1 299 929</b>	<b>6 110 066</b>	<b>8 011 362</b>	<b>2 039 368</b>	<b>18 741 926</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	153	88	363	10 698	-	11 302
Instruments dérivés de couverture	32	1 087	17 517	23 741	-	42 377
Passifs financiers au coût amorti	5 590 094	2 425 687	5 305 546	2 333 135	122	15 654 584
Dettes subordonnées	-	-	-	-1	1	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-14 094					-14 094
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>5 576 185</b>	<b>2 426 862</b>	<b>5 323 426</b>	<b>2 367 573</b>	<b>123</b>	<b>15 694 169</b>



(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	68 837	-	-	-	-	68 837
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	967	65	315	8 327	83 556	93 230
Instruments dérivés de couverture	-	1 066	7 066	16 585	-	24 717
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	58 947	36 806	1 623 710	1 719 463
Actifs financiers au coût amorti	1 337 835	1 274 342	6 170 391	7 886 354	9 532	16 678 454
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	35 560	-	-	-	-	35 560
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 443 199</b>	<b>1 275 473</b>	<b>6 236 719</b>	<b>7 948 072</b>	<b>1 716 798</b>	<b>18 620 261</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	659	59	499	7 955	-	9 172
Instruments dérivés de couverture	-	886	20 823	57 772	-	79 481
Passifs financiers au coût amorti	5 395 703	2 849 569	5 376 134	2 248 656	195	15 870 257
Dettes subordonnées	-	-	-	-1	1	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-15 084	-	-	-	-	-15 084
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>5 381 278</b>	<b>2 850 514</b>	<b>5 397 456</b>	<b>2 314 382</b>	<b>196</b>	<b>15 943 826</b>

### 7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.

#### 7.1. Détail des charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	-85 269	-83 106
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-9 496	-9 174
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2 614	-1 843
Autres charges sociales	-31 996	-30 363
Intéressement et participation	-11 755	-11 248
Impôts et taxes sur rémunération	-13 345	-12 976
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-154 475</b>	<b>-148 710</b>
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 246 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 231 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Dont médailles du travail pour 140 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 115 milliers d'euros au 31 décembre 2024.		

#### 7.2. Effectif moyen de la période :

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	1 764	1 764
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 764</b>	<b>1 764</b>

**7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies.** — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

**7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :**

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>33 930</b>	-	<b>33 930</b>	<b>32 864</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 627	-	2 627	2 170
Coût financier	1 134	-	1 134	1 046
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-104	-	-104	39
Prestations versées (obligatoire)	-1 785	-	-1 785	-2 070
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-508	-	-508	398
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-811	-	-811	-517
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>34 483</b>	-	<b>34 483</b>	<b>33 930</b>
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>				

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 627	-	2 627	2 170
Charge/produit d'intérêt net	75	-	75	-207
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>2 702</b>	-	<b>2 702</b>	<b>1 963</b>

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>5 804</b>	-	<b>5 804</b>	<b>5 927</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	113	-	113	-3
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-508	-	-508	398
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-811	-	-811	-517
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>4 598</b>	-	<b>4 598</b>	<b>5 805</b>
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>				

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>32 980</b>	-	<b>32 980</b>	<b>32 236</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1 059	-	1 059	993
Gains/(pertes) actuariels	-113	-	-113	3
Cotisations payées par l'employeur	2 738	-	2 738	1 779
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-104	-	-104	39
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 785	-	-1 785	-2 070
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>34 775</b>	-	<b>34 775</b>	<b>32 980</b>

— Variation de juste valeur des droits à remboursement :

Néant.

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	34 483	-	34 483	33 930
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-34 775	-	-34 775	-32 980
<b>Position nette (passif)/ actif à la clôture</b>	<b>276</b>	-	<b>276</b>	<b>-950</b>

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone Euro	Hors zone Euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	314% - 3,24%	0,00%	3,18% à 3,55%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,40% à 2,88%	0,00%	2,14% à 2,69%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	1,75% à 4,00%	0,00%	1,75% à 4,00%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs :

(En milliers d'Euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions (1)	20,94%	7 281	-	0,00%	-	-	18,09%	5 966	-
Obligations	70,31%	24 451	-	0,00%	-	-	71,92%	23 720	-
Immobilier	8,75%	3 043	-	0,00%	-	-	9,99%	3 294	-
Autres actifs	0,00%	-	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 1,95 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 2,03 %.

**7.5. Autres avantages sociaux.** — Les provisions constituées par La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 270 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

**7.6. Rémunérations de dirigeants :**

<b>Rémunération à court terme</b>	<b>2 833 K€</b>
Comité de Direction	2 481 K€
Conseil d'Administration	352 K€
<b>Rémunération postérieure à l'emploi</b>	<b>2 020 K€</b>
Comité de Direction (1)	1 901 K€
Conseil d'Administration	119 K€
<i>(1) Y compris IFC : 49 K€</i>	

**8. – Contrats de location.**

**8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur.** — Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	122 453	142 185
Droits d'utilisation des contrats de location	3 852	3 667
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>126 305</b>	<b>145 852</b>

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

**Variation des actifs au titre du droit d'utilisation**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est preneur de nombreux actifs dont des agences et des GAB.

Les informations relatives aux contrats dont La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	6 924	-	1 434	-1 218	-	-	7 140
Amortissements et dépréciations	-3 257	-	-881	850	-	-	-3 288
<b>Total Immobilier</b>	<b>3 667</b>	<b>-</b>	<b>553</b>	<b>-368</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 852</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>3 667</b>	<b>-</b>	<b>553</b>	<b>-368</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 852</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	6 309	-	1 380	-765	-	-	6 924
Amortissements et dépréciations	-3 148	-	-864	755	-	-	-3 257
<b>Total Immobilier</b>	<b>3 161</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 667</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>3 161</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 667</b>

— Echancier des dettes locatives :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	1 660	531	216	2 407

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	774	1 143	238	2 155

— Détail des charges et produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-74	-54
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-74</b>	<b>-54</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-111	-
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-3	-181
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-526	-357
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	3	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-637</b>	<b>-538</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-881	-864
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-881</b>	<b>-864</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-1 592</b>	<b>-1 456</b>

Montants des flux de trésorerie de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-1 369	-1 102

**8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur.** — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

— Produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Location-financement	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	375	262
Produits locatifs	375	262

### 9. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 404 863</b>	<b>1 299 182</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 088 314</b>	<b>1 002 111</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 088 314	1 002 111
<b>Engagements de garantie</b>	<b>316 549</b>	<b>297 071</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	28	-
Engagements d'ordre de la clientèle	316 521	297 071
<b>Engagements sur titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>5 085 829</b>	<b>4 915 794</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>9 000</b>	<b>15 291</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	9 000	15 291
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 076 829</b>	<b>4 900 503</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	238 412	231 584
Engagements reçus de la clientèle	4 838 417	4 668 919
<b>Engagements sur titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)(1)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 484 160	4 619 509
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	77	33
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	93 433	101 219
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>4 577 670</b>	<b>4 720 761</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	99 518	107 947
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>99 518</b>	<b>107 947</b>

Au 31 décembre 2025, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

**Créances apportées en garantie.** — Au cours de l'année 2025, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté 4 484 160 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 619 509 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté notamment :

- 1 301 477 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 449 944 milliers d'euros en 2024 ;
- 137 651 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 124 437 milliers d'euros en 2024 ;
- 3 045 031 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 045 128 milliers d'euros en 2024.

**Garanties détenues et actifs reçus en garantie.** — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 91 995 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 99 680 milliers d'euros au 31 décembre 2024, les garanties détenues par La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres.

#### 10. – Reclassements d'instruments financiers.

Néant.

#### 11. – Juste valeur des instruments financiers.

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

1. des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
2. des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
3. des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
4. des actifs ou passifs exigibles à vue ;
5. des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### 11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

#### — Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>15 973 295</b>	<b>15 742 170</b>	-	<b>132 453</b>	<b>15 609 717</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 189 699	2 195 575	-	105 308	2 090 267
Prêts et créances sur la clientèle	13 783 596	13 546 595	-	27 145	13 519 450
<b>Titres de dettes</b>	<b>510 870</b>	<b>487 217</b>	<b>412 764</b>	<b>74 453</b>	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>16 484 165</b>	<b>16 229 387</b>	<b>412 764</b>	<b>206 906</b>	<b>15 609 717</b>

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>16 255 870</b>	<b>16 081 158</b>	-	<b>1 939 370</b>	<b>14 141 788</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 468 489	2 475 059	-	1 913 280	561 779
Prêts et créances sur la clientèle	13 787 381	13 606 099	-	26 090	13 580 009
<b>Titres de dettes</b>	<b>422 587</b>	<b>394 117</b>	<b>364 115</b>	<b>30 002</b>	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>16 678 457</b>	<b>16 475 275</b>	<b>364 115</b>	<b>1 969 372</b>	<b>14 141 788</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à -27 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 36 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de -228 millions d'euros au 31 décembre 2025.



## — Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	9 201 250	9 206 322	-	9 188 365	17 957
Dettes envers la clientèle	6 411 394	6 417 967	-	6 358 008	59 959
Dettes représentées par un titre	41 940	41 723	39 433	2 290	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>15 654 584</b>	<b>15 666 012</b>	<b>39 433</b>	<b>15 548 663</b>	<b>77 916</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	9 750 724	9 753 490	-	9 674 599	78 891
Dettes envers la clientèle	6 074 012	6 089 389	-	6 089 163	226
Dettes représentées par un titre	45 521	45 205	42 763	2 442	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>15 870 257</b>	<b>15 888 084</b>	<b>42 763</b>	<b>15 766 204</b>	<b>79 117</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 14 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 15 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 2,7 millions d'euros au 31 décembre 2025.

**11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.****Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions d'éduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

**Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>11 379</b>	-	<b>11 379</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	11 379	-	11 379	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>138 769</b>	<b>33 050</b>	<b>104 499</b>	<b>1 220</b>
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	2 400	-	2 397	3
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	136 369	33 050	102 102	1 217
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	809	-	809	-
Titres de dettes	135 560	33 050	101 293	1 217
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>	-	-	-	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>2 028 961</b>	<b>99 820</b>	<b>1 886 505</b>	<b>42 636</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 889 141	-	1 846 505	42 636
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	139 820	99 820	40 000	-
Instruments dérivés de couverture	50 379	-	50 379	-
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>2 229 488</b>	<b>132 870</b>	<b>2 052 762</b>	<b>43 856</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 674</b>	<b>-</b>	<b>9 674</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 674	-	9 674	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>83 556</b>	<b>31 332</b>	<b>51 183</b>	<b>1 041</b>
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	1 755	-	1 752	3
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	81 801	31 332	49 431	1 038
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	766	-	766	-
Titres de dettes	81 035	31 332	48 665	1 038
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 719 463</b>	<b>95 753</b>	<b>1 581 074</b>	<b>42 636</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 623 710	-	1 581 074	42 636
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	95 753	95 753	-	-
Instruments dérivés de couverture	24 717	-	24 717	-
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 837 410</b>	<b>127 085</b>	<b>1 666 648</b>	<b>43 677</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>11 302</b>	-	<b>11 302</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	11 302	-	11 302	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	42 377	-	42 377	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>53 679</b>	-	<b>53 679</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondées sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondées sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 172</b>	-	<b>9 172</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 172	-	9 172	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	79 481	-	79 481	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>88 653</b>	-	<b>88 653</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondées sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondées sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

**Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>43 677</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	179	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	179	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>43 856</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3 (En milliers d'Euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instrum ents de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représen tatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établisse ments de crédit	Créanc es sur la clientè le			Titres de dettes	Créances sur les établisse ments de crédit	Créan ces sur la clientè le
Solde de clôture 31/12/2024	3	-	-	1 038	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	179	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	179	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>3</b>	-	-	<b>1 217</b>	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>42 636</b>	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>42 636</b>	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains / pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>179</b>
Comptabilisés en résultat	179
Comptabilisés en capitaux propres	-

#### Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Néant.

### 12. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025.

#### Date de clôture.

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

Entités	Nature du contrôle	Date de clôture des états financiers utilisés
CMDS Immobilier	Filiale	30/09/2025
Square Habitat Charente-Maritime Deux-Sèvres	Filiale	30/09/2025
Fief Nouveau	Filiale	30/09/2025

#### 12.1. Information sur les filiales :

**12.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées.** — Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres. Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

**12.1.2. Opérations de titrisation et fonds dédiés.** — Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres détient deux fonds dédiés : FORCE CM2S et CM2S Diversifié, tous les deux sont consolidés.

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 68 millions d'euros aux FCT.

## 12.2. Composition du périmètre :

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Établissement bancaire et financier								
Caisses Locales CMDS	IG		France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Caisse Régionale Charente Maritime-Deux sèvres	IG		France		100%	100%	100%	100%
OPCVM								
FORCE CM2S	IG		France	Filiale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
CM2S DIVERSIFIE	IG		France	Filiale	99,97%	99,97%	99,97%	99,97%
Divers								
FCT CAH 2020 COMPARTIMENT CR817 CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES	IG	Sortie	France	Entité structurée contrôlée		100%		100%
FCT CAH 2022 COMPARTIMENT CR817 CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES	IG		France	Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2024 COMPARTIMENT CR817 CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES	IG	Entrée	France	Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2025 COMPARTIMENT CR817 CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES	IG	Entrée	France	Entité structurée contrôlée	100%		100%	
Fief Nouveau	IG		France	Filiale	100%	100%	100%	100%
CMDS Immobilier	IG		France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Square Habitat Charente-Maritime Deux-Sèvres	IG		France	Filiale	100%	100%	100%	100%

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

**Liste des Caisses Locales :**

Caisse Locale	Adresse	Code - Commune
C.L. AIGREFEUILLE	3 RUE DE L'AUNIS	17290 AIGREFEUILLE
C.L. ARCHIAC	9 RUE CATHERINE D'ARCHIAC	17520 ARCHIAC
C.L. AULNAY	12 PLACE ARISTIDE BRIAND	17470 AULNAY
C.L. BURIE	RUE DE VERDUN	17770 BURIE
C.L. COURCON	3 RUE DE LA POTENCE	17170 COURCON D'AUNIS
C.L. COZES	11 GRANDE RUE	17120 COZES
C.L. GEMOZAC	9 PLACE JACQUES VERNEUIL	17260 GEMOZAC
C.L. JONZAC	1 BIS AVENUE DES POILUS	17500 JONZAC
C.L. MARANS	26 RUE D'ALIGRE	17230 MARANS
C.L. MARENNES	PLACE DE LA POSTE	17320 MARENNES
C.L. MIRAMBEAU	105 RUE DE LA RÉPUBLIQUE	17150 MIRAMBEAU
C.L. PONS	22 COURS JULES FERRY	17800 PONS
C.L. ILE DE RE	1 ROUTE D'ARS	17670 LA COUARDE SUR MER
C.L. ROCHEFORT	39 AVENUE LAFAYETTE	17300 ROCHEFORT
C.L. ROYAN	13 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE	17200 ROYAN
C.L. SAINTES	31 AVENUE GAMBETTA	17100 SAINTES
C.L. SAUJON	2 BIS COURS VICTOR HUGO	17600 SAUJON
C.L. SURGERES	98 RUE AUDRY DE PUYRAVAULT	17700 SURGERES
C.L. SAINT - GENIS	64 AVENUE DE BORDEAUX	17240 ST GENIS DE SAINTONGE
C.L. SAINT JEAN D'ANGELY	14 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE	17400 ST JEAN D'ANGELY
C.L. SAINT PIERRE D' OLERON	PLACE GAMBETTA	17310 ST PIERRE D'OLERON
C.L. DU VAL D'ARNOULT ET DU BRUANT	93 ROUTE NATIONALE	17250 ST PORCHAIRE
C.L. LA TREMBLADE	PLACE ALSACE LORRAINE	17390 LA TREMBLADE
C.L. ST-SAVINIEN T-BOUTONNE	4 PLACE DE LA VICTOIRE	17350 ST SAVINIEN
C.L. BEAUVAIS-MATHA	PLACE DE LA MADELEINE	17160 MATHA
C.L. LES DEUX MONTS	8 RUE DES BROULLAUDS	17130 MONTENDRE
C.L. LA ROCHELLE EST	PLACE DE LA POMMERAIE	17180 PERIGNY
C.L. LA ROCHELLE TERRE ET MER	2 RUE LOUIS TARDY	17140 LAGORD
C.L. LA ROCHELLE LITTORAL SUD	1 BIS RUE DU GENERAL GALLIENI	17000 LA ROCHELLE
CL. LA DOUBLE SAINTONGEASE	30 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	17270 MONTGUYON
C.L. AIRVAULT ST-LOUP	31 RUE DE LA GENDARMERIE	79600 AIRVAULT
C.L. ARGENTON LES VALLEES	6 PLACE DU 4 AOÛT	79150 ARGENTONNAY
C.L. BEAUVOIR SUR NIORT	330 RUE DE LA GARE	79360 BEAUVOIR SUR NIORT
C.L. BRESSUIRE	13 BD J.NÉRISSON	79300 BRESSUIRE
C.L. BRIOX SUR BOUTONNE	88 RUE DU COMMERCE	79170 BRIOX SUR BOUTONNE
C.L. CELLES SUR BELLE	4 RUE DANIEL ARCHAIMBAULT	79370 CELLES SUR BELLE
C.L. CERIZAY	19 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	79140 CERIZAY
C.L. CHAMPDENIERS	29 PLACE DU CHAMP DE FOIRE	79220 CHAMPDENIERS
C.L. MAULEON	2, RUE ALEXIS DE CHATILLON	79700 MAULEON
C.L. CHEF - BOUTONNE	10 BIS AVENUE L.DOIGNON	79110 CHEF-BOUTONNE
C.L. COULONGES SUR L' AUTIZE	4 BOULEVARD DE NIORT	79160 COULONGES SUR L'AUTIZE
C.L. FRONTENAY ROHAN - ROHAN	75 RUE GIANNÉSINI	79270 FRONTENAY R. R.
C.L. LA MOTHE SAINT - HERAY	32 RUE DE LA LIBÉRATION	79800 LA MOTHE ST-HERAY
C.L. LEZAY	4 RUE DE GATEBOURSE	79120 LEZAY
C.L. MAUZE SUR LE MIGNON	4 ROUTE DE JOUET	79210 MAUZE SUR LE MIGNON
C.L. MAZIERES	PLACE DES MARRONNIERS	79130 MAZIERES EN GATINE
C.L. MELLE	3 PLACE RENÉ GROUSSARD	79500 MELLE
C.L. MENIGOUTE	5 ROUTE DE PARTHENAY	79340 MENIGOUTE
C.L. MONCOUTANT	16 AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY	79320 MONCOUTANT
C.L. PARTHENAY	2 AVENUE PIERRE MENDÈS FRANCE	79200 PARTHENAY



C.L. PRAHECQ	29 ROUTE DE NIORT	79230 PRAHECQ
C.L. SAINT - MAIXENT	4 AVENUE GAMBETTA	79400 ST MAIXENT L'ECOLE
C.L. SAINT - VARENT	13 PLACE DU 14 JUILLET	79330 ST VARENT
C.L. SAUZE - VAUSSAIS	2 PLACE DU GRAND PUIIS	79190 SAUZE VAUSSAIS
C.L. SECONDIGNY	29 RUE DE L'ANJOU	79130 SECONDIGNY
C.L. THENEZAY	6 RUE ST HONORÉ	79390 THENEZAY
C.L. THOUARS	30 BOULEVARD ERNEST RENAN	79100 THOUARS
C.L. NUEIL LES AUBIERS	73 AVENUE ST HUBERT	79250 NUEIL LES AUBIERS
C.L. NIORT MARAIS POITEVIN	41 RUE RICARD	79000 NIORT
C.L. NIORT SEVRE ET PLAINE	ZONE D'ACTIVITE MENDES FRANCE – 10 RUE MARTIN LUTHER KING	79000 NIORT
C.L. LA CRECHE	67 AVENUE DE PARIS	79260 LA CRECHE

13. – Participations et entités structurées non consolidées.

**13.1. Participations non consolidées.** — Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 884 503 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 618 814 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**13.1.1. Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif.** — Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres en K€	Résultat du dernier exercice en K€
		31/12/2025	31/12/2024		
ORGANISATION ECONOMIQUE DU COGNAC	France	11%	11%	35 800	1 943

**13.2. Informations sur les entités structurées non consolidées.** — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

— Titrisation : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances prêts habitat et/ou d'autres actifs. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

— Gestion d'actifs : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres structure et gère des entités pour le compte de clients qui souhaitent investir dans des actifs spécifiques afin d'en tirer le meilleur rendement possible en fonction d'un niveau de risque choisi. Ainsi, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres peut être amené soit à détenir des intérêts dans ces entités afin d'assurer le lancement soit à garantir la performance de ces structures.

— Fonds de placement : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

— Financement structuré : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du Groupe est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités : Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Fonds de placement			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	73 401	73 401	-	73 401
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>73 401</b>	<b>73 401</b>	<b>-</b>	<b>73 401</b>
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>1 169 867</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Fonds de placement			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	22 826	22 826	-	22 826
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>22 826</b>	<b>22 826</b>	<b>-</b>	<b>22 826</b>
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>858 192</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### 14. – Exposition maximale au risque de perte.

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du

notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.  
Événements postérieurs au 31 décembre 2025

Aucun événement postérieur à la clôture de nature à avoir un impact significatif sur les comptes n'est à signaler.

VIII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

À l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Dépréciation des crédits en défaut :

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 110,3 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la Caisse régionale, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>— testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>— apprécié les hypothèses utilisées par la Caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li><li>— mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

— Risque de crédit et estimation de pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut :

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre Caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2025, un montant de 131,5 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li> <li>— la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et</li> </ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prendre connaissance, lors d'une revue critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ;</li> <li>○ le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>○ le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ;</li> </ul> </li> <li>— la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs.</li> <li>— apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> <li>— tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>— contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>— apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>— apprécier l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>— apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres par l'Assemblée générale du 27 mars 2025 pour le cabinet Forvis Mazars et du 28 mars 2019 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 1<sup>ère</sup> année de sa mission et le cabinet KPMG dans la 7<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.**

— **Objectif et démarche d'audit** : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit** : Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Bordeaux et Labège le 10 mars 2026 Labège, le 10 mars 2026.

***Les Commissaires aux comptes :***

**Forvis Mazars :**

Julie MALLET et Hervé KERNEIS ;  
Associés,

**KPMG :**

Diego DECHELOTTE ;  
Associé.